

MAX JUVÉNAL (1905-1985). - Né à Aix-en-Provence, le 22 novembre 1895, mort le 17 avril 1985 à Saint-Mandrier. Max Juvénal, avocat, bâtonnier, puis membre suppléant du Conseil Supérieur de la Magistrature fut, pendant la Seconde Guerre Mondiale, responsable, successivement, de Combat, des M.U.R. (chef départemental puis régional R 2 en 1944) et Président du Comité Départemental de Libération.

Conseiller d'arrondissement d'Aix avant 1940, conseiller général et député des Bouches-du-Rhône de 1945 à 1958-59, Max Juvénal fut aussi maire de Saint-Mandrier (Var), de 1971 à sa mort. Sa biographie détaillée paraîtra prochainement dans le Dictionnaire biographique du Mouvement ouvrier français. (Référence : Photographie adressée par M. Juvénal à A. Olivési.)

Antoine OLIVESI : Après les communications et la discussion de ce matin, il convient, maintenant, si vous le voulez bien, de donner d'abord la parole aux acteurs et aux témoins, c'est-à-dire, en priorité, à nos principaux invités, mais aussi à d'autres témoins qui sont présents ici, notamment Fernand Barrat, le général Lécuyer et le commandant Claude ; ensuite, ceux qui voudront poser des questions ou apporter des précisions supplémentaires – je pense surtout aux historiens – pourront intervenir dans ce débat. Donc, sans plus tarder, je vais demander à M. Max Juvénal, en raison de son état de santé, d'assurer, le premier, en quelque sorte, l'ouverture de cette séance de l'après-midi.

Max JUVENAL : Pour comprendre mes propos, je suis obligé de dire, bien que « le moi » soit haïssable, le fond de ma personnalité. Je suis avocat ; et avocat très jeune. En 1940, je suis officier, lieutenant dans un bataillon de chasseurs alpins et je fais Dunkerque. Je passe en Angleterre, je reviens en Normandie, je suis fait prisonnier, et je m'évade. Et à partir de cela, je ne suis plus Maître Juvénal, je vais devenir Maxence ou Ovide, un hors-la-loi ; je n'ai jamais milité autre part que dans le mouvement de résistance – vous le savez – auquel j'ai toujours été fidèle. Oui, je ne renie pas mon passé : j'ai été élu à 26 ans comme Conseiller d'arrondissement à Aix ¹, comme Socialiste, puis j'entre dans un mouvement qui s'appelle : Combat.

Je vais être chef local, chef départemental, puis chef régional, c'est-à-dire des rives du Rhône jusqu'à Nice. Là, on ne s'impose pas ; c'est l'amitié qui vous pousse, et quand il y aura les Mouvements Unis de Résistance, Libération et Franc-Tireur, je deviens chef région des M.U.R.

Jusque-là, je dirai presque que c'est un travail facile ; nous n'avons pas les grosses difficultés que vont provoquer, peut-être, notre réussite, chez les uns et les autres, et, surtout, l'approche de la Libération, car au début, nous n'étions pas tellement nombreux, et par la suite, comme dans le Cid, nous étions plus de 10.000 à l'arrivée. J'ai connu alors ces grosses difficultés, et je le dis, sous le contrôle du général Lécuyer, en apportant un document que j'ai retrouvé dans mes archives : « Nous subissons les répercussions du mouvement « Max » ² ». Il faut dire ce qui est, ce renouvellement, cette discipline imposée, l'intelligence de l'action qui va être menée, vont entraîner ces difficultés. Nous, nous en

1. Canton d'Aix-Nord, en 1934.

2. Pseudonyme de Jean Moulin.

connaîtrons d'effroyables. Je ne sais pas si vous avez souvenance d'un nommé Lunel, qui était un des seconds du fameux... que l'on ne juge jamais, cet espion allemand que l'on garde en conserve³, je ne sais pas pour quelle fin. Lunel est un Français qui a été introduit chez nous par nos chefs lyonnais et qui nous a donnés aux Allemands. Et quand il est arrivé, nous lui avons fait la place, une place de premier choix, on l'a présenté partout, il était intelligent ; il nous a donnés et ce sont les grosses arrestations de 1943. Alors, quand vous entendez parler du nombre de résistants, si vous voulez essayer de compter nos tombes, vous n'auriez pas assez d'une journée : à ce moment-là, c'est l'hécatombe. J'ouvre une parenthèse : Lunel, par la suite, quand il sentira que ça va mal, se débrouillera pour se glisser dans les troupes du débarquement, et militer ; il aura même l'imprudence d'en faire confiance à Frenay qui le fera juger, et très rapidement, il sera fusillé. Je dis très rapidement, car je crois que dans certains cas, il est bon de conserver des témoins de l'époque. C'est notre première période.

Autant nous avons confiance en nous, autant nous avons peur des gens qui viennent de l'extérieur ; nous avons été échaudés et nous reformons nos mouvements, et ils sont florissants, que ce soit les M.U.R., que ce soit les F.T.P. qui ont commencé à paraître sur la scène largement, et également l'ORA qui a pris sa place.

Alors il y a, à ce moment-là, des problèmes de préséance, de prestige ; moi, je suis, à ce moment-là, chef régional des mouvements de résistance, et je ne demande rien d'autre. Les difficultés sont tellement grandes, que de Paris – et justement vous reconnaîtrez les signatures – il va venir Corton et Fouchet. C'est-à-dire Pascal Copeau, de Libération et Degliame, du Parti Communiste ; la difficulté ce n'est pas l'origine politique car, à ce moment-là, on ne lui accordait pas l'intérêt qu'on lui apportera, à tort, à mon avis, plus tard. Mais il faut savoir qui va détenir l'autorité, – moi, je dis ça franchement, ces difficultés me gênent ; j'ai mis plus d'un an pour remonter mon mouvement, j'ai des cadres sensationnels ; il y a peu de mouvements de résistance qui puissent s'aligner ; je n'ai pas besoin d'un livre : pour citer les Alpes-Maritimes, j'ai Alex Roubert qui deviendra président de la commission des Finances du Sénat ; si vous prenez le Var, vous trouvez donc Frank Arnal⁴ qui va devenir ministre et qui est un homme de premier plan ; vous avez tous les adjoints directs et même le préfet que l'on va nommer par la suite, Picoche ; dans les Bouches-du-Rhône, j'ai une équipe de grande valeur ; je ne demande rien à personne. Vous me dites qu'il y a des difficultés au point de vue des armes, on s'est débrouillé, comme l'on a pu, jusqu'à ce jour ; des difficultés au point de vue argent ? Nous n'en avons pas. Alors nous nous sommes habitués à vivre pauvres. Je ne veux rien démolir ; seulement, à ce moment-là, il y a une autorité. On me dit : « mais si tu veux, tu dois obéir comme les autres ; il ne faut pas renier ce qu'on a fait, nous avons admis l'autorité de Moulin ». On ne pouvait pas faire autrement, du moment qu'il avait l'aval du général de Gaulle, or, on me dit d'abord ; Levallois⁵, chef régional, sera chef régional militaire. Et moi, qu'est-ce que je deviens ? Eh bien !

3. Il s'agit sans doute de Klaus Barbie.

4. Récemment décédé, lui aussi.

5. Pseudonyme de Robert Rossi.

tu deviens chef régional civil. Mais ça m'embête, je n'ai pas fait la guerre, j'ai pas quitté la robe d'avocat pour faire un chef civil. Je n'avais qu'à m'arrêter à Lyon, voir Daniel Mayer ou un autre ; je veux mon titre. Et alors il y a ce document qui me donne un titre tellement flatteur – je peux me permettre de le dire devant les intéressés – je suis à la fois chef civil et chef militaire ; voici ce qui est dit : « Le 1^{er} mai 1944, après discussion des instructions du C.N.R., Levallois, chef régional du C.R.L. est placé sous l'autorité du chef civil, Maxence, et inspecteur régional F.F.I. » ; je suis chef civil au dessus du chef militaire, et inspecteur de tout ce qui est militaire ; si j'avais été pourri d'orgueil, je me demande quelles étoiles j'aurais pu me mettre sur les manches ! Et on part sur ce document ; alors, ce que je voudrais dire à ceux qui font l'histoire de la Résistance : les hommes disposent mais les événements décident ; cela ne sortira jamais par écrit. Levallois fut un garçon remarquable, un des martyrs – pour ceux qui croient que nous n'avons pas eu beaucoup de résistants – qui se trouvent dans la fosse de Signes, avec 38 de nos camarades. Renard, qui est son second, sera arrêté à Nice le 22 juillet puis fusillé le 15 août dans une cour d'école du quartier de l'Ariane. Il en résulte que tous ces gens, qui devaient former des cadres complémentaires ne sont plus ; il demeure parmi ceux qui restent, le noyau initial et le mouvement de l'O.R.A. qui est charpenté à sa façon. Moi, je n'ai aucun intérêt et je trouve même inutile une dispute entre résistants. Nous aurons le temps lorsque nous serons devenus civils, de nous dire ce que nous pensons, mais sous la botte ennemie, on ne se dispute pas. D'autre part, je vous en fais l'aveu : je suis bien dans ma peau, je suis bien dans mon mouvement, j'organise ma Libération ; voilà exactement ce qui s'est produit (tu me diras si je dis quelque chose d'inexact) ⁶ à la veille de la Libération.

Peu après, il m'arrive un coup de tuile : en allant libérer des camarades, je prends 3 balles dans la peau, et je suis blessé dans la plaine de Venelles. Puis, ce Monsieur qui est là-bas, ⁷ s'aperçoit que je suis tout de même le Président clandestin du Comité de Libération de Marseille. Ah oui, les honneurs ne m'éblouissent pas, mais il m'a envoyé une ambulance avec la musique et je suis arrivé avec la musique, il m'a même donné la chambre de Napoléon (il n'y avait pas Joséphine !) ; et j'ai présidé mon Comité de Libération, à la Préfecture, dans mon lit où j'ai reçu de Latte de Tassigny et de Gaulle – c'est un honneur ! En d'autres temps, et plus jeune j'aurais préféré d'autres visites, mais enfin on avait ce que l'on voulait ! C'est pourquoi, je vous ai présenté ce résumé – et je tiens à le faire de manière non crispée – Vous savez maintenant ce que l'on va faire, vous allez bâtir une partie de l'avenir ; je vous demande de le faire, avec – je vais employer un mot de joueur de rugby – avec la même sportivité que moi. Alors, j'en arrive au Comité de Libération. Ce matin, Monsieur ⁸, vous m'avez fait de la peine, je vous le dis très franchement. Les Comités de Libération – vous pouvez le faire contrôler par Henri Michel, le faire contrôler par mes amis – mais ils étaient en place avant la Libération ! Ils étaient comme ils étaient. Nous avions le bonheur, j'avais le bonheur d'avoir comme adjoint – certes il y avait Gaston Defferre qui s'occupait beaucoup de Marseille, vous le savez –

6. Max Juvénal s'adresse au Général Lécuyer.

7. Max Juvénal désigne Raymond Aubrac.

8. Max Juvénal s'adresse à M. Marcel Bernard.

Francis Leenhardt ; – je voudrais qu'aujourd'hui on s'en souvienne, car il vient de mourir⁹. Francis Leenhardt qui a été plus tard député ; c'était une grande intelligence, une valeur sûre, et il avait une patience comme on ne peut pas l'imaginer ; parce que faire un Comité de Libération, il fallait des représentants communistes, il fallait des représentants de tel mouvement ; il y avait des jalousies, on ne connaissait plus les gens qui allaient venir avec nous. Ce n'était plus comme dans nos mouvements ; il y avait des représentants ; nous allons parfois trouver, à la Libération, des membres de Comité de Libération que nous n'avions pas connus dans la clandestinité et ça se comprend ; c'était les mesures de sécurité qui le voulaient. Et Francis Leenhardt avait mis en place tous les Comités de Libération. Et alors celui que je puis vous donner en exemple – je joue ma double carte, je suis de père varois et de maman aixoise – mais c'est celui du Var. Le Comité de Libération du Var : qu'est-ce que vous voulez de plus ? Vous aviez le préfet, vous aviez le brave Sarie qui est encore de ce monde, vous aviez Picoche, un homme lui, un animateur, un battant terrible, et puis un homme qui, dans la Résistance, laissera un grand nom : c'est Franck Arnal, officier des deux guerres, qui sera Ministre de la Marine au lendemain de la Libération ; mais ils ont constitué le Comité de Libération du Var, et quand il a fallu le mettre en place, tout était prêt.

En outre, puisqu'on parle de la Libération, je dois établir ici une sorte de distinguo subtil. A quel moment commence-t-elle ? D'abord, elle se prépare ; ensuite, il y a les erreurs ; le débarquement en Normandie nous a coûté cher ; nous avions pour ordre d'obéir aux mêmes indications données par l'Etat-Major allié et pendant qu'on débarquait en Normandie, nos petits camarades ont pris le maquis. Savez-vous combien nous avons de morts ? 50 dans un endroit, 40 dans un autre, 110 – si je ne me trompe – du côté de Charleval. Et bien ils y sont allés ; il y a eu des histoires qui auraient amusé Pagnol, vous voyez la vallée de Vauvenargues, militairement parlant, elle avait une importance énorme car il est intéressant de débloquer les Américains en les faisant passer vers Jouques. Eux, quand il y a eu le débarquement de Normandie, ils ont cru que ça y était !¹⁰ [...]

Pour l'Etoile jaune, vous aviez raison : j'ai souffert, à Lyon, pour avoir vu ce qui se passait ; vous l'avez dit avec beaucoup de délicatesse, mais dans la région marseillaise, dans la région du Vaucluse, tous ces israélites qui ne voulaient pas partir parce qu'ils s'appelaient Carcassonne ou Vallabrègue, ces gens là, ils avaient des titres de noblesse, leurs familles étaient rentrées, en même temps, avec des privilèges du Roi, vers 1400. Quand on leur disait qu'ils n'étaient pas Français, ils ne le croyaient pas. J'ai vu un être délicieux – je finis par là – c'était mon ami Pollak¹¹ on l'appelait à Marseille, le Mécène marseillais ; il n'a fait que donner de l'argent toute sa vie ; il ne s'est pas marié ; il a donné de l'argent aux pauvres, aux sportifs. Quand on lui a dit : « mais il faut partir, tu es Juif », il a dit : « mais moi, je suis le mécène marseillais ; jamais

9. Francis Leenhardt est décédé le 3 novembre 1983 à Marseille, où il était né le 24 avril 1908. Gaston Defferre est mort, lui aussi, à Marseille, le 7 mai 1986.

10. La bande enregistrée, défectueuse, est coupée à ce passage.

11. Sans doute Rodolphe Pollak, dont un rue de Marseille porte le nom.

personne n'osera, à cause de mon accent, me faire partir ! ». Il est parti, il n'est jamais revenu. Alors quand, parfois, dans la voix d'un résistant vous sentez un petit peu de tristesse, vous ne sentez pas, pourtant de la hargne ; vous n'entendez pas dans ma voix une critique. On a vécu une période difficile, on aurait pu faire mieux, peut-être, mais on aurait pu faire plus mal. En tous cas, il y a un bilan positif. On a sauvé l'honneur de notre pays.

J'ai retrouvé ici des amis de la Résistance, des gens que j'ai connus ; même si on a pu se heurter, comme je l'ai dit à Lécuyer, on ne s'est jamais haï ; je n'ai jamais été le monsieur voulant faire quelque chose de méchant ; celui là, qui était mon grand patron, (Raymond Aubrac) ; je ne lui ai jamais voulu du mal, au contraire, il y avait un climat de confiance, ce climat de confiance, il était nécessaire ; et c'est en partant de ce climat de confiance que l'on pouvait revenir au grand principe : l'Amour du Pays, je dis l'Amour je dis un mot – on a presque honte de le prononcer –, l'Amour de la Patrie.

Général LECUYER : Je voudrais dire un mot avant que Maxence ne s'en aille, car, comme il l'a dit, nous avons eu, non pas des différends, mais vous savez, des hommes comme nous, quand on a une idée derrière la tête, on l'a bien, et si elle n'est pas la même que celle de son interlocuteur, on la garde pour soi même. Mais comme il l'a dit, si nous avons eu de grosses difficultés l'un et l'autre, nous ne nous sommes jamais haïs, bien entendu ; nous avons gardé l'un pour l'autre une estime qui dure toujours jusqu'aujourd'hui, et quand nous nous retrouvons, nous sommes des camarades de guerre.

Max JUVENAL : Autrement ce serait comme l'autre jour, en Italie ¹², on se serait étranglé !

.....

A. OLIVESI : Nous vous remercions infiniment, tout d'abord, et je pense que nous avons tous été sensibles au témoignage très émouvant de Max Juvenal ; je ne lui dirai qu'une chose : c'est que les Allemands ont toujours cherché ce Maxence mystérieux qu'ils n'avaient jamais trouvé, et pour eux c'était l'homme à abattre. Les rapports de Dunker-Delage, entre autres, disent : « mais nous n'arrivons pas à mettre la main sur Maxence, le chef suprême, lui et puis un autre qui était à son niveau ». Beaucoup sont tombés, comme il l'a dit : Chabanon, Rossi et bien d'autres ; tous ceux qui sont dans les charniers de Signes, de la Roque-d'Anthéron et d'ailleurs ; mais on voit l'acharnement que met la Gestapo ; on sait qu'il y a un Maxence, on n'arrive pas à l'attraper malgré toutes les filières allemandes, toutes les chasses qui sont lancées, à cette époque, entre mai et août ; il a failli être pris d'ailleurs... (puisque le 19 août il a été laissé pour mort sur le bord d'une route, il le sait très bien) ; mais il a toujours échappé aux Allemands qui savaient qu'il était le chef de la Région 2, (en gros la Région PACA telle qu'elle existe maintenant) ils connaissaient son pseudonyme, mais enrageaient de ne pas pouvoir le capturer, même s'ils avaient pu mettre la main sur des réseaux qui dépendaient de lui.

Max JUVENAL : Remarquez, j'avais un autre nom... on m'avait dit au début... j'avais reçu la consigne de transformer mon nom en un nom de poète latin !

12. A l'occasion d'un colloque légèrement antérieur à celui de Saint-Tropez.

A. OLIVESI : Ovide !

Max JUVENAL : Quand on s'appelle Juvénal, se faire appeler Ovide !

A. OLIVESI : Je vous remercie encore, et, si vous le voulez bien, nous allons passer la parole à M. Raymond Aubrac.

Raymond AUBRAC : En fait, je n'étais pas venu vous faire un discours, mais répondre à des questions et puis aussi, il faut bien l'avouer, pour m'instruire, parce que, quand on atteint mon âge, on est très content de rencontrer des témoins et des jeunes historiens qui vous permettent de mieux comprendre ce qu'on a fait réellement dans la vie. On a quelquefois besoin d'une explication avec un peu de recul. Alors comme notre président m'a demandé de vous dire quelques mots, je vous dirai ce qui m'est arrivé dans la région de Marseille.

Les commissaires de la République, c'était une invention du Comité Français de Libération Nationale pour faire face au problème qui allait se poser au moment où le territoire serait libéré par l'action des alliés aidés par les Forces Françaises de l'Intérieur. Le problème fondamental était l'impossibilité pour un gouvernement central de gouverner pendant une certaine période. Alors que faire ? On allait désigner dans les régions de Vichy qui étaient au nombre de 18, un personnage dont la fonction serait de prendre toutes les décisions nécessaires, à titre provisoire, en attendant que le gouvernement puisse rétablir ses liaisons et fonctionner normalement. Comme on est dans une situation extrêmement sensible, dans une période qui est considérée comme préinsurrectionnelle par tout le monde, pas seulement par la Résistance, pas seulement par les alliés, mais aussi par les autorités de l'Etat de Vichy, ou tout au moins ce qu'il en reste, il faut que ces désignations soient faites par un accord entre les autorités d'Alger et les organismes de la Résistance, de manière à ce que l'on soit sûr que ceux qui détiendront cette autorité exceptionnelle puissent l'exercer et soient appuyés par tout le dispositif que la Résistance, un peu partout en France, est en train de mettre en place. Le fonctionnement de ce dialogue est une affaire très complexe dont on commence seulement maintenant à voir quelques traces dans les travaux des historiens ; je ne reviendrai pas sur les détails, mais je voudrais surtout vous dire qu'il y a deux catégories de personnages qui vont remplir cette fonction : il y a les Commissaires de la République nommés dans les régions de l'intérieur qui vont pouvoir aller s'établir dans la région qu'ils auront à administrer, prendre tous les contacts nécessaires, commencer à étudier, avec les responsables et les futurs responsables, quelles sont les mesures à prendre et puis il y a deux situations particulières dans les endroits où les forces alliées vont débarquer : ce sont la Normandie et la Provence. Dans ces régions, on sait qu'il faudra que le pouvoir du gouvernement français soit établi très vite, sinon ce sont les alliés qui vont établir l'administration ; et par conséquent, il faudra que les hommes qui vont être chargés de remplir ces fonctions viennent avec les premières troupes qui vont débarquer. Alors, les deux acteurs de cette situation exceptionnelle, c'est mon ami François Coulet, malheureusement mort il y a quelques mois, qui a été nommé Commissaire de la République à Bayeux où il est arrivé dans les bagages du Général de Gaulle, lors de la première visite que de Gaulle a faite après le débarquement du mois de juin, et c'est votre serviteur.

Quelques mots sur ma trajectoire personnelle antérieurement à cette

situation. Je commence à faire de la résistance très tôt, mais je m'arrête aussi très tôt, le 21 juin 1943, quand je suis pris à Caluire avec Jean Moulin ; et je suis maintenant le seul survivant de ceux que Max avait convoqués à la réunion de Caluire. Après cela, il y a la prison de la Gestapo, une évasion organisée par ma femme, comme vous le savez, quelques mois dans le maquis, et puis nous partons en février à Londres, et de Londres, je pars à Alger et je siège à l'Assemblée Consultative, que je quitte assez vite pour m'engager dans les Parachutistes (quelqu'un, ce matin, a mentionné le camp de Staouéli, c'est là que j'ai fait mon entraînement de sous-lieutenant parachutiste) et puis j'ai quitté Staouéli pour être envoyé à Londres, au mois de juillet, parce que l'Etat-Major allié avait préparé une opération de parachutage d'une ou deux divisions dans le Massif Central qui devait avoir lieu entre le débarquement de Normandie et celui de Provence. Je ne sais pas pourquoi exactement elle fut annulée, mais j'avais été désigné pour être Commissaire de la République parachuté sur le Massif Central dans cette opération. Au début du mois d'août, probablement le 5 ou le 6 août, un télégramme d'Alger me rappelle d'urgence avec une priorité de transport ; les Anglais me transportent dans un bombardier, de nuit ; j'arrive à Alger, je crois, le 9 août ; je suis reçu par le Général de Gaulle qui m'annonce, à ma stupeur, que je suis désigné pour être, en accord avec la Résistance, Commissaire de la République avec le débarquement de Provence. Je passe à peu près 24 h à Alger ; je prends rapidement les instructions du Général de Gaulle et des différents ministres. Ces instructions du Général de Gaulle – il faudra un jour que je les publie – étaient marquées par le problème politique majeur du Gouvernement Provisoire de la République Française – on l'appelait GPRF à ce moment-là – celui d'être reconnu par les alliés, car s'il était reconnu par les Britanniques et par les Soviétiques, il n'était pas encore reconnu par les Américains et j'allais en faire l'expérience.

Je vais vous raconter un incident que je peux mentionner maintenant d'autant plus que les archives américaines sont publiées, mais que je n'ai jamais raconté publiquement jusqu'à ce jour. Les instructions de de Gaulle, c'était essentiellement : « En aucun cas, vous n'accepterez l'autorité américaine dans les rapports avec les civils en France. Les Américains ont préparé un dispositif pour administrer la France comme ils administrent l'Italie, nous ne l'acceptons pas ; nous serons, nous l'espérons, rapidement reconnus ».

Les Ministres que je vais voir et qui me munissent des laissez-passer nécessaires, désignent, pour m'assister, un juriste, Pierre Tissier, conseiller d'Etat, qui avait rempli des fonctions très importantes auprès de de Gaulle, un jeune sous-préfet de carrière, Paul Escande, et un commissaire de police, Hervieux. On me donne une collection du Journal Officiel d'Alger, dans une bonne valise, et un sac de pommes de terre plein de billets de banque (on pensait que, peut-être, les Allemands allaient détruire les stocks de billets des succursales de la Banque de France, et par conséquent il fallait avoir des billets de banque, probablement pour payer les fonctionnaires). Et un petit avion nous emmène tous les quatre à Naples où mes ordres de mission s'adressaient au général de Lattre, et lui demandaient d'assurer mon transport vers la tête du pont, dès le débarquement. Or, le général de Lattre était sur un des bâtiments qui, en pleine mer, attendaient l'heure du débarquement. La Méditerranée, dans ces journées du 10 au 15 août 1944, offrait un spectacle fantastique ; j'imagine que c'est à peu

près ce à quoi ressemblent les alentours du port de Saint-Tropez au mois d'août ; il y avait des bateaux partout ; des centaines, des milliers de bateaux, c'était quelque chose d'absolument extraordinaire.

Le général de Lattre était sur l'un de ces bateaux ; si bien qu'à l'arrivée sur l'aéroport militaire de Naples, lorsque je demande à être conduit auprès du général de Lattre, un officier de liaison français me conduit au commandant américain de la base aérienne de Naples. Je fais part à cet officier de mes ordres de mission, et j'obtiens comme réponse : « Monsieur, nous ne savons pas ce que c'est qu'un Commissaire de la République, nous ne savons pas d'ailleurs si le Gouvernement d'Alger va administrer en France ; vous allez attendre les résultats des instructions que je vais demander à Washington ». Il me donne une villa dans la banlieue de Naples, avec une jeep, 2 policiers militaires, pour assurer ma sécurité ou ma garde ; et je vais m'installer dans cette villa. Le général de Gaulle m'avait confié la date du débarquement ; je savais que c'était le 15 août. A partir de ce moment-là, je n'ai eu qu'un souci, c'était de faire part au gouvernement d'Alger, de la situation dans laquelle je me trouvais. En fait, je me trouvais, dès le début, avant même de commencer ma mission, exactement dans le cas de figure qu'avait prévu le général de Gaulle, dans les instructions qu'il m'avait données. Le hasard fait qu'il y a quelques mois on a retrouvé des messages que j'ai pu envoyer à Alger à l'époque, et qui disaient en clair : « Je ne peux pas remplir ma mission ; les officiers américains avec lesquels je suis en contact ont demandé des instructions à Washington et voici mon adresse... ». Le 16 août à 3 heures du matin, on frappe à la porte de ma villa ; un jeune lieutenant d'aviation français se présente, demande à me voir, et me dit, « J'arrive d'Alger, j'ai un avion et j'ai l'instruction de vous transporter à Ajaccio ». Je lui demande « Avez-vous l'essence ? » Il me dit « Oui ». J'ai atterri à Naples sans problème ; j'ai demandé à faire le plein d'essence ; immédiatement on m'a fait le plein d'essence ; j'ai demandé une jeep, on m'a donné une jeep ; personne ne m'a posé aucune question ; je suis arrivé jusque chez vous ; êtes vous prêt à partir ? » Nous faisons rapidement nos bagages, nous redescendons dans la jeep de notre aviateur et nous partons à Ajaccio. La Corse était libérée, vous le savez. Le préfet Roger Moris était prévenu ; il nous reçoit à la préfecture ; dans la soirée pendant le dîner, deux colonels américains se présentent et demandent à me voir ; c'était les deux adjoints du commandant de la base de Naples qui venaient présenter des observations et protester contre le fait que, malgré tous les comforts dont on nous avait entourés, nous avions pris congé trop rapidement du commandement allié et nous étions venus à Ajaccio sans les en prévenir !

Dans la nuit du 17 au 18, l'Amiral Lemonnier qui commandait les forces navales françaises libres a envoyé une vedette nous chercher, et dans la matinée du 18, entre deux rubans blancs sur la plage de Saint-Tropez, pour marquer le chemin déminé, j'ai pu débarquer et venir rejoindre le général de Lattre de Tassigny qui m'a immédiatement invité à déjeuner (je crois que c'était à Cogolin).

En tout cas, c'est à Saint-Tropez que je me suis installé et que j'ai installé le Commissariat de la République pour la première fois ; les premiers arrêtés du Commissaire de la République sont signés de Saint-Tropez et comme je vous le disais tout à l'heure, je suivais la progression de l'armée de Lattre. Un jour à

Aubagne, nous étions à déjeuner avec le général de Lattre et André Diethelm, le ministre de la Guerre, qui m'ont quitté, en me disant : « Surtout vous n'allez pas à Marseille tant que le général de Monsabert n'est pas en mesure d'assurer votre sécurité ». M. Diethelm est parti dans sa jeep avec le général de Lattre et, 10 minutes après est arrivée une de ces tractions avant sans vitres et qui servait de voiture de liaison aux F.F.I. avec un message de Francis Leenhardt, Président du Comité départemental de Libération dont parlait tout à l'heure Max Juvénal. On m'avait donné à Alger connaissance de tout le dispositif qui était préparé. On connaissait les présidents, et dans les grandes lignes la composition des Comités départementaux de Libération, tous les responsables administratifs étaient prévus, d'un commun accord entre la Résistance et les autorités d'Alger, et j'avais donc un tableau complet. La voiture de Leenhardt m'a conduit à Marseille ; on tirait sur la Canebière car le front passait entre la Préfecture et la Canebière ; il y avait une barricade en travers de la rue Paradis et de la rue Saint-Ferréol. Dans la cour de la Préfecture de Marseille, transformée en PC, il y avait des prisonniers, il y avait des blessés, un poste de secours. Dans le bureau du préfet était installé le Comité Départemental de Libération. Des coups de feu, des rafales de mitrailleuses un peu partout, c'était le 21 août, peut-être le 22¹, je ne sais plus. Francis Leenhardt s'est levé, m'a accueilli comme le représentant du Gouvernement de la République et m'a dit « A partir de maintenant c'est vous qui présidez ». Et je me suis assis au centre de la table du Comité de Libération. C'était assez impressionnant ; tout le monde était armé jusqu'aux dents ; ils étaient là enfermés depuis un ou deux jours ; ça ne sentait pas très bon ; il faisait chaud, et il y avait sans cesse des décisions à prendre et surtout dans un contexte que j'ignorais, puisque je ne connaissais personne. Contrairement à mes collègues de l'intérieur de la France, j'arrivais, j'étais réellement parachuté ; ma dernière visite à Marseille datait probablement du début de 43.

Heureusement, les responsables de la Résistance – et ici je peux en parler comme témoin et le dire, pour conclure, aux jeunes historiens – s'ils s'opposèrent parfois vivement, s'il y eut, entre eux, des différends et, très vite, des accrochages politiques, ils n'en restaient pas moins liés par un sentiment profond de solidarité. Je tiens à souligner ce fait et, je le répète, j'étais très bien placé, croyez-moi, pour en témoigner. Les discussions furent âpres pendant la Résistance puis au moment de la Libération ; elles étaient à la fois le reflet des discordes politiques traditionnelles de notre pays et comme une prémonition, aussi, des divisions partisans qui n'allaient pas tarder à surgir. Mais ces discussions, c'étaient celles de camarades de combat qui avaient vécu ensemble des périodes difficiles et qui malgré leur différence de points de vue, étaient prêts à se faire tuer les uns pour les autres. Ce climat a existé dans tous les partis politiques de la IV^e et de la V^e République – et cela, je voudrais le communiquer aux historiens, mais il a aussi établi dans le débat politique français un certain ton. Je suis assez vieux pour me souvenir du ton du débat politique des années 35 à 40, quand tous les coups, toutes les insultes étaient permis. C'est un héritage de la Résistance, au contraire, que nous a laissé une situation dans laquelle les hommes politiques des différents partis avaient, les uns pour les autres de l'estime et du respect. C'est un peu ce qui a marqué la génération dont fait partie Max Juvénal, dont je fais partie. Je crois que cela mérite la méditation des générations qui nous suivent.

1. Le 22 août.

René HOSTACHE : Quand vous m'avez demandé de participer à cette table ronde, ma première réaction, je dois le dire, a été de me récuser, parce que je ne voyais pas quel intérêt pouvait présenter mon témoignage, après celui d'hommes comme Raymond Aubrac ou Max Juvénal. Je n'ai été ni chef régional des M.U.R. et président du CDL comme Max Juvénal, ni inspecteur général de l'Armée Secrète, puis plus tard Commissaire de la République comme Raymond Aubrac. J'ai été un très modeste résistant, chef d'un groupe, c'est-à-dire, le tiers d'une section. Vous voyez ce que cela pouvait représenter. Quand je suis parti, j'avais derrière moi, dans la nuit du 5 au 6 juin, une cinquantaine de personnes, mais c'est parce que j'étais celui « qui savait lire les cartes », ayant fait du scoutisme, et on m'avait donné un point de rassemblement qui était près de la Torse à Aix et le choix du trajet à suivre pour gagner le maquis de Ligourès.

Ma première réaction était donc de me récuser, et puis j'ai pensé que peut-être vous vouliez justement qu'il y ait un témoignage de quelqu'un qui était un homme de la base, un jeune résistant puisque j'avais 19 ans en 1944, 17 ans en 1942, quand je suis entré dans un mouvement de résistance d'Aix qui était rattaché à Combat à l'époque et, plus tard, s'est trouvé rattaché à l'O.R.A.

Au préalable, j'avais 15 ans en 1940 quand j'ai fait ce qu'on peut appeler des actes individuels de résistance. J'appartiens à une famille de pensée très minoritaire dans la Résistance. Je vous précise tout de suite quels étaient mes auteurs préférés : c'était Georges Bernanos, Charles Péguy, Jacques Bainville et son *Histoire de deux peuples*, son *Histoire de trois générations*, mais je lisais aussi les encycliques pontificales, même si elles étaient parfois un peu difficiles à lire – j'avais lu l'encyclique condamnant le communisme et aussi l'encyclique condamnant le nazisme. Je dois dire que, jeune garçon de 15 ans j'étais passionné d'histoire. Pour moi, la France ne pouvait pas être la France si les Allemands occupaient ne serait-ce que l'Alsace-Lorraine qui aurait dû être particulièrement chère au cœur des Français parce qu'elle avait été trop longtemps annexée. J'étais passionné d'histoire : je pensais que l'histoire n'avait pas commencé en 1789, mais qu'elle ne s'était pas arrêtée non plus en 1789, qu'il y avait unité de notre histoire et que cette unité s'était formée dans la lutte contre des voisins puissants et en particulier contre le Saint-Empire Romain Germanique, ancêtre de l'Allemagne hitlérienne. S'il y avait une part de nationalisme dans mon comportement, je dois ajouter que, en raison peut-être, de mon appartenance à des mouvements de jeunesse catholiques, je considérais le racisme, l'antisémitisme en particulier, comme une abomination ; et le premier acte de résistance individuelle que j'ai fait a été de porter des paquets, de porter des messages, pour une jeune femme (une de mes voisines) qui essayait, pendant l'été 1940, d'aider des israélites – je ne sais plus s'ils étaient français, ou étrangers, réfugiés en France – qui cherchaient à gagner l'Amérique du Sud, et dont elle s'employait à favoriser les projets. Je crois que ce fut mon premier acte de résistance. Le second, ce fut à la rentrée scolaire de 1940, d'arborer une Croix de Lorraine¹. [...]

1. René Hostache évoque ici une anecdote au sujet de la Croix de Lorraine que sa tante vendait dans son magasin de maroquinerie et d'objets de fantaisie, croyant vendre des croix de Jeanne d'Arc. Or, la Croix de Lorraine est, en réalité, la Croix de Jérusalem. Pour le jeune René Hostache qui était, dit-il, le « rebelle » au sein d'une

Un peu plus tard, il m'est arrivé de recevoir des journaux clandestins : ce matin on parlait de journaux marseillais. Pour moi, les premiers journaux que j'ai reçus, ce furent surtout *Combat*, *Libération*, *Franc-Tireur*. Les journaux marseillais dont on parlait ce matin, *La Marseillaise*, *Le Patriote*, on les a aussi reçus, à Aix, mais plus tardivement à mon avis. Et, en 1942, en relation avec des amis, je suis entré dans un groupe où on a commencé à suivre une certaine instruction militaire, à apprendre à démonter et à remonter des mitraillettes, à lancer des grenades et à réceptionner des parachutages. Je me souviens que si le message du 5 juin était « Prenez garde au toréador », qui mobilisait tous les maquis de zone Sud, un de nos messages de parachutages que j'ai gardé gravé dans ma mémoire était « Nom de Dieu, Vive la Coloniale ! » ; cela signifiait que nous recevions, cette nuit-là, des armes. Alors j'ai fait, comme d'autres, un certain nombre de réceptions de parachutages, mais je dois dire que je n'étais pas un clandestin, je n'avais pas de fausse identité ; j'étais scolaire à ce moment-là ; j'étais en philo en 1944 ; j'avais groupé autour de moi un certain nombre de jeunes, soit camarades de classe, soit camarades de scoutisme, qui sont venus avec moi et que j'ai fait adhérer à ce groupe. Nous avons donc eu ces quelques actions, et le 5 juin, dans la nuit du 5 au 6 juin, nous sommes allés gagner le maquis du Ligourès qui était un maquis tout voisin de celui de Jouques dont on a parlé et pas très éloigné de celui de Lambesc. Là, qu'avons-nous fait ? Nous étions très mal armés, nous avions quelques mitraillettes. Nous avions tous, au moins une mitraillette et il y avait quelques carabines Johnson, mais nous n'avions pas de fusils mitrailleurs, pas de mitrailleuses. Nous n'étions donc pas très armés. Nous avions toutefois du plastique et on est allé plastiquer les voies ferrées. Je me souviens être allé avec le Capitaine Duroc, dont le vrai nom était Bellec, qui avait pris le commandement de notre unité, plastiquer des voies ferrées. Et puis au bout de quelques jours, on a su que nos copains à Jouques, à Lambesc, s'étaient fait accrocher très durement et la consigne a été de se disperser — parce que là nous étions au moins regroupés 100 ou 200 dans ce Ligourès, un peu plus isolé, peut-être, des routes, que les maquis de Jouques et de Lambesc, ce qui fait que les Allemands ne nous ont pas attaqués tout de suite. Ils ont commencé par les autres ; mais notre tour serait sans doute venu. La consigne a donc été de se disperser et, pour ceux qui comme moi n'étaient pas clandestins, et pouvaient rentrer chez eux, on nous a demandé en attendant le débarquement de Provence, de rentrer chez nous et on nous a remobilisés le 14 août pour participer, à ce moment-là, aux combats de la Libération. Alors voilà, très rapidement, ce qui s'est fait ; vous voyez que ce n'est pas grand chose par rapport à ce que mes prédécesseurs ont pu dire : j'ajouterai simplement une chose : c'est que nous avons eu, effectivement, l'impression comme cela a été dit, je crois par Juvénal, qu'il aurait été fou de nous lancer si mal armés dans cette action-là, dans la nuit du 5 au 6 juin. Ce fut notre première impression... et puis après nous avons même compris. Je crois aujourd'hui que si je rencontrais n'importe lequel de mes camarades de maquis, il penserait comme moi que ce que nous avons fait n'a pas été inutile parce qu'on a créé — nous, dans notre

famille anti-allemande, mais respectant le maréchal Pétain, la Croix de Lorraine fut, très tôt, comme pour tous les résistants de Londres, puis les F.F.L., le symbole de l'opposition à la croix gammée hitlérienne.

petit coin, comme beaucoup d'autres, dans d'autres petits coins de France – un climat d'insécurité. C'est la raison pour laquelle, je crois que sur ce point, le Gouvernement provisoire de la République Française, et le Général de Gaulle ont été d'accord avec les Américains – c'est peut-être le seul point à ce moment-là où ils étaient d'accord – pour mobiliser effectivement tous les maquis. Eisenhower l'a demandé et le Général de Gaulle l'a trouvé tout à fait naturel puisqu'il avait dit, très justement que « l'Insurrection était inséparable de la Libération ». Il ne fallait pas que la France soit libérée seulement par nos alliés, il fallait, pour qu'elle ait le droit de vivre libre, pour qu'elle ait le droit de regarder ses alliés en face, pour effacer la défaite de 1940, il fallait que la France contribue à sa propre libération. Il ne suffisait pas qu'il y ait l'Armée d'Afrique, les F.F.L., l'armée de l'air et la marine française qui participent, il fallait aussi que les Français se lèvent et aident nos alliés. Et quand Eisenhower plus tard a rendu hommage à la Résistance en disant qu'à ses yeux, elle avait rempli le rôle de 15 divisions déjà à terre pour l'aider, eh bien je crois qu'il a justifié amplement l'action qui a été menée ; malgré les risques, malgré les pertes qui ont été nombreuses et malgré la faiblesse de notre armement. Cette insuffisance d'armement a été bien regrettable, parce qu'il y a eu, à un moment donné, des parachutages, quand Emmanuel d'Astier qui le raconte dans *Sept fois, sept jours*, avait pu convaincre Churchill au cours d'un entretien en tête à tête. Il y avait eu pendant quelques semaines des parachutages : malheureusement cet effort n'a pas été continué. Il faut reconnaître que les alliés préparaient à ce moment-là les deux débarquements et ils les considéraient comme prioritaires, plus que le ravitaillement en armes de la Résistance ; je crois que, plus tard, ils l'ont regretté parce qu'une Résistance mieux armée que ce qu'elle l'a été, aurait rendu encore plus de services et aurait encore plus aidé la tête de pont américaine du mois de juin et ensuite la percée si rapide de la Première Armée Française, au mois d'août.

Voilà tout ce que je pouvais vous dire ; vous voyez que c'est bien peu de choses.

- A. OLIVESI : Je remercie M. René HOSTACHE qui a voulu, ici, évoquer seulement son activité de jeune résistant, mais qui n'a pas parlé des autres titres qu'il a, cette fois, à mi-chemin du témoin et de l'historien, de tout le travail juridique et historique qu'il a accompli très tôt, immédiatement après la Libération, sur de Gaulle lui-même, sur le gaullisme et surtout sur les institutions du Conseil National de la Résistance.

Ce sont des problèmes qu'il a étudiés de très près, presque aussitôt après cette période. Et je peux dire ici que le Professeur de Vernejoul, Compagnon de la Libération, m'a lui-même suggéré qu'il était le plus qualifié pour représenter, dans un colloque de ce genre, le courant de résistance qu'on peut qualifier de gaulliste, c'est-à-dire proche du gaullisme initial, celui du tout début, puisque nous avons vu que cette adhésion a été très précoce.

- René HOSTACHE : Si vous me permettez encore un mot : pour nous, jeunes, qui avons entrepris cette action, qui était une action de résistance, une action militaire et une action politique – vu notre jeunesse, c'était notre entrée dans la politique active – nous ne connaissions pas nos grands chefs ; je n'ai connu Henri Frenay et Emmanuel d'Astier que lorsqu'il ont parlé à la radio de Londres

ou d'Alger ; Jean Moulin, on n'en a entendu parler, nous résistants de la base, qu'après sa mort ; on n'a pas connu les querelles entré chefs qui ont pu se produire. Pour nous, quels que soient les mérites de ceux qui ont fondé les mouvements de résistance, ces mouvements de résistance n'ont pu se développer que grâce à l'action, grâce à la propagande de la BBC, des porte-paroles de la France Libre, grâce aux actions de nos compagnons de l'extérieur, les FFL. Je crois que c'est toute cette action qui a aidé au développement de la résistance et, quant à nous, nous n'aurions pas eu l'idée de nous dire partisans de Frenay ou partisans d'Emmanuel d'Astier. Nous étions tout simplement des gaullistes.

Fernand BARRAT : Je désire, apporter, tout d'abord, – en tant que témoin de cette période de clandestinité où je suis venu, très souvent, à Saint-Tropez – un hommage à une personne aujourd'hui décédée : c'était M^{me} Capello Hélène, propriétaire de l'auberge des Maures. Elle-même et son mari ont toujours recueilli et hébergé les résistants chargés de missions périlleuses, de passage dans leur cité.

Je voudrais, à présent, intervenir sur deux points, qui n'ont été qu'effleurés ou même passés sous silence. Le premier, c'est l'aide que les M.O.I.¹ – on en a parlé ce matin – ont apportée au débarquement et Jacques Robichon ne s'est pas posé la question ; il a simplement écrit dans un livre *Le Débarquement de Provence* : « Aucune risposte ennemie n'accueillit les sections d'hommes ruisselants et courbés, lancés à l'assaut du rivage : ni canon, ni balle de mitrailleuse, pas un obus de mortier ou de 88 ne s'abattit sur eux ; pas un projectile ne déchira l'air enfumé, ni une seule des casemates qui auraient dû repousser les hordes d'envahisseurs n'ouvrit le feu sur les soldats d'avant-garde du 7^e régiment du colonel O'Mahundro ». Eh bien ! effectivement, à quelque chose près, c'est ce qui s'est produit, et pourquoi ? Parce que la Résistance, et, il faut le dire, les M.O.I. et les Francs-Tireurs et Partisans, étaient en relation avec les régiments arméniens et des ressortissants de l'Azerbeïdjan qui avaient été placés en première ligne. Je me souviens, moi, avoir été en contact avec un Arménien qui parlait évidemment la langue du pays. Tous avaient reçu la consigne – il va sans dire – de ne pas tirer, ou s'ils avaient à le faire, de tirer sur les officiers. Et c'est ce qui s'est produit, dans certains secteurs, entre Saint-Tropez et La Londe, dans l'immense majorité des cas. C'est ce qui a aussi facilité le débarquement, et je tenais à apporter cette précision comme témoin de l'histoire – une histoire où s'est installée, 40 ans plus tard, une certaine sérénité – mais sur laquelle il n'est pas permis de broder.

Le deuxième point, le commissaire de la République, M. Aubrac, en a tantôt un peu parlé ; il a dit que les arrêtés avaient été signés à Saint-Tropez ; je voudrais évoquer de la création des Forces Républicaines de Sécurité, et je peux en parler sagement, car j'ai été le lieutenant-colonel commandant le bataillon du Var. Donc il ne s'agit pas de racontars. D'abord, il y a eu les Forces Républicaines de Sécurité qui, par la suite, le 8 décembre 44 (c'est bientôt le 40^e anniversaire) seront remplacées par les C.R.S. – disons que le contenu n'était pas le même –. Mais à l'origine, il y a à Saint-Tropez, des décrets qui ont été signés : le premier, par M. le Commissaire divisionnaire – M. Aubrac nous le précisera tout à l'heure – et les 2^e, 3^e, et 4^e, par M. Aubrac lui-même,

1. F.T.P. de la main d'œuvre immigrée.

Commissaire de la République. Alors la constitution des forces de police populaires, à partir des effectifs armés de la Résistance intérieure, a été le premier souci du Commissaire régional de la République. Son arrêté numéro 1 est encore de circonstance : assurer le salaire, c'est-à-dire les subsistances des F.F.I., engagées dans les combats de la Libération. Son arrêté numéro 2, le premier qui soit de caractère organique et permanent, ainsi libellé, il est ici ; il porte la date du 22 août 1944, et celui qui concerne l'organisation des Forces Républicaines de Sécurité (arrêté n° 11) a été signé à Marseille – par M. Aubrac qui avait gagné Marseille et sa préfecture – entre temps – le 26 août 44. Les F.R.S. sont peu connues ; *L'Année Politique 1944-45* n'en fait mention qu'une seule fois et encore incidemment, car elles furent limitées à un petit nombre de régions ; elles résultent de cette très large liberté d'initiatives qui fut laissée aux Commissaires de la République, et dont le principe général, lui, est bien connu. Dans seulement deux régions ont été créées ces Forces Républicaines de Sécurité. Beaucoup l'ignorent – et c'est la raison pour laquelle cela fait partie de l'histoire – deux régions : la région de Marseille, dont le Commissaire de la République était M. Aubrac et la région de Lyon, dont le Commissaire de la République était Yves Farge.

Je voulais apporter ces deux précisions dans le débat qui nous intéresse. Merci.

- A. OLIVESI (s'adressant à M. Aubrac) : Voulez-vous répondre à M. Barrat sur ce point ?
- F. BARRAT : Des compléments d'information ? Pourquoi les Forces Républicaines de Sécurité ? M. Aubrac nous le dira, nous éclairera à son tour si c'est nécessaire. C'était parce que le gouvernement, le gouvernement de la République n'avait pas entièrement confiance dans les forces de la police traditionnelle.
- R. AUBRAC : Vous permettez que je donne une précision sur ce cas. Je suis le coupable de la création des Forces Républicaines de Sécurité, et je peux vous en expliquer facilement les raisons. Il n'y avait plus de police, il n'y avait plus d'Etat, quand le débarquement s'est produit ; il n'y a plus d'Etat de Vichy, l'Etat s'est dissous, les préfets ont disparu et les responsables de la police ont aussi disparu. Alors, il reste un certain nombre de policiers en qui la Résistance a confiance ; il reste également un nombre considérable de volontaires qui se sont engagés dans la Résistance, et la politique du gouvernement d'Alger est de mobiliser ces volontaires de la Résistance, le plus vite possible, pour continuer et terminer la guerre, pour remettre en état la République, puis pour entamer la grande bataille de la reconstruction du pays. Continuer la guerre, c'est l'amalgame que réalise le général de Lattre dans la Première Armée, y compris la brigade d'Alsace-Lorraine. A ce propos, il vient de paraître une très belle histoire de la Brigade d'Alsace-Lorraine².

En ce qui concerne la reconstruction du pays, c'est une étape qui va s'ouvrir dans les semaines suivantes, mais la reconstruction de l'autorité de l'Etat, c'est une tâche qui m'incombe immédiatement, dès le premier jour, et j'en ai discuté avant de quitter Alger. J'en discute, à nouveau, avec le général de Lattre, avec

2. « La Brigade Alsace-Lorraine », par Léon Mercadet, Paris, 1984.

mes collaborateurs et avec les responsables de la résistance. On ne peut pas faire fonctionner un Etat, surtout dans une période aussi dure, dont la difficulté majeure était le ravitaillement, avec une situation de quasi-famine dans les grandes villes, notamment Marseille et Nice, sans avoir des forces de l'ordre. Et je ne dis rien du problème numéro 2 qui est l'épuration. Alors, ces forces de l'ordre, comment les constituer ? Dans la plupart des cas, mes collègues et moi, nous avons pris les mêmes décisions sous des formes diverses, c'est-à-dire que nous avons incorporé dans les forces de police ou de gendarmerie, qui avaient mérité la confiance des patriotes, les volontaires venant des Forces Françaises de l'Intérieur. Ici, à Marseille, ça s'est appelé les Forces Républicaines de Sécurité. Nous avons trouvé que les mots Forces Républicaines de Sécurité traduisaient bien l'intention dans lesquelles elles étaient créées.

André NOUSCHI : Excusez-moi si je suis encore importun, parce que, ce que vous venez de dire, M. Aubrac, c'est que les volontaires F.F.I., c'était le plus important, mais vous avez délibérément constitué vos listes de recrutement à partir des listes de volontaires, c'est-à-dire que vous avez sélectionné en fonction de critères de confiance républicaine. C'est bien ainsi qu'il faut comprendre ce que vous avez dit, M. Barrat. Peut-il le confirmer ?

F. BARRAT : Oui, oui.

Raymond AUBRAC : Des critères de confiance républicaine, on ne sait pas très bien ce que cela veut dire. On a pris des gens en qui la Résistance avait confiance.

André NOUSCHI : Exactement. Vous avez parlé des F.F.I. puis des F.T.P.

F. BARRAT : Les F.T.P. font partie des F.F.I. Il y avait dans les F.F.I., les Corps Francs de la Libération, l'O.R.A. et les F.T.P....

Général LECUYER : Mon ami Juvénal, qui est un maître de la parole remarquable, a fait tout à l'heure un exposé très complet, très structuré.

Je n'étais, moi, qu'une brute de militaire « à l'esprit un peu borné » et pour qui il n'y avait qu'une chose importante : « Les Allemands étaient dans mon pays ; il n'y avait donc qu'une mission : les en chasser » ; le reste était l'affaire des politiques. Et cette position explique pas mal de choses, dont en particulier quelques dissensions qui sont apparues à certains moments : j'essaierai, peut-être, tout à l'heure de les expliquer.

Je voudrais, auparavant, revenir un peu sur les exposés de ce matin qui appellent, de ma part, quelques remarques.

La première concerne l'intervention de M. Nouschi. Il nous a dit que les Français n'avaient pas été tous des résistants (des vrais !). Mon Dieu, que c'est vrai ! Je ne suis pas le seul à le dire. M. Henri Michel évalue à 1 % de la population le nombre de résistants « réels ». Si l'on rapproche cette évaluation du nombre total des titulaires de la carte de combattant volontaire de la Résistance, on constate une concordance assez convaincante.

M. Nouschi nous a dit aussi qu'il avait gardé la vision, assez extraordinaire, des matériels allemands écrasés dans la vallée du Rhône. Je pense qu'il a dû les voir vers la fin août, non loin du défilé de Donzère-Mondragon. Ces destructions résultaient d'une intervention massive de l'aviation alliée sur un

embouteillage énorme des moyens lourds de la XIX^e Armée Allemande, « coincée » du fait de la destruction des ponts de Livron, par nos camarades de la Drôme, renforcés, dès le 21 août, par une unité américaine – le groupement Butler – qui avait pu se faufiler à une allure record par Digne et Gap, dans une région que nos actions du 6 juin au 15 août avaient nettoyée.

M. Nouschi nous a dit encore – et je ne prends pas cela comme une critique – qu'il lui avait semblé que les « maquis » étaient assez mal organisés et assez indisciplinés. Je pense que les unités alliées ont rarement vu les « vrais maquisards » mais bien plus souvent les « résistants de la onzième heure ». Néanmoins, il faut se rendre compte que les maquisards étaient des « irréguliers ». Un auteur – je crois que c'est Henri Noguères¹ – me décrit comme le chef d'une armée à la chinoise !

Comment vouliez-vous que nous ayons une discipline, une organisation, un système et des « procédés » de commandement comme une troupe régulière ? D'ailleurs, heureusement, parce que je vois mal comment des unités régulières auraient pu agir dans la situation où nous avons été placés ? On a fait avec ce qu'on avait et comme on a pu. Et nous verrons peut-être tout à l'heure que cela ne s'est pas trop mal passé !

Nous étions mal organisés ? Oui ! Mais a-t-on pensé quelquefois à quels problèmes nous étions confrontés ? Un seul exemple : celui des blessés dans les combats des maquis. Où étaient nos ambulances ? Où étaient nos sections sanitaires ? Où étaient nos hôpitaux ? C'était une cour de ferme avec, comme médecins et comme chirurgiens, des étudiants. Essayez d'imaginer une énucléation, une opération de la colonne vertébrale, une amputation de la jambe dans une auberge avec un peu de morphine, comme cela c'est produit, fin juillet 1944, près de Guillaumes dans la Haute Vallée du Var ?

Le commandant Maury a évoqué, ce matin, le plan allié. Vous n'avez peut-être pas senti combien ce plan prévoyait une progression processionnelle, puisque, si j'en crois certains écrits, Toulon devait être attaqué à 5 + 21 (c'est-à-dire, vers le 6 septembre) et Marseille seulement après la prise de Toulon ; Lyon devait être atteint vers 5 + 90 (c'est-à-dire vers le 15 novembre). Je rappelle que, grâce aux actions menées par nous – tout seuls ! – en particulier du 6 juin au 15 août, Digne a été libérée, par une colonne américaine progressant sans coup férir, le 19 août, Gap, le 20 août, Livron le 21 août, Lyon le 3 septembre et Marseille et Toulon les 27 et 28 août, Nice le 28 août.

Cela a marché à une telle allure que ce ne sont pas les Allemands qui ont ralenti la progression des Forces Alliées, mais le manque d'essence.

M. Victor Masson a parlé de la mission Sampan qui a été parachutée à la Motte d'Aigues (dans le Vaucluse, au Sud-Est du Luberon). J'avais, dans cette région, d'excellents éléments. Je n'ai pas été informé spécialement de cette mission. Mais je me souviens d'avoir rencontré à cette époque quelqu'un dont j'ignorais comment il était arrivé et qui m'a dit être envoyé par Alger pour voir comment protéger le port de Marseille. Je lui ai dit que c'était absolument hors de nos possibilités : nous pouvions détruire, mais absolument pas tenir et protéger.

M. Bernard a déploré que les résistants de Marseille n'aient eu que des armes légères. Je ne vois pas, pour ma part, comment ils auraient pu se servir

1. Henri Noguères, « Histoire de la Résistance en France », tome 5, p. 435.

d'armes lourdes, dans un combat de rues – qui est toujours une opération délicate. Ce n'est pas du tout qu'ils n'étaient pas capables de se battre, mais ils n'étaient capables de le faire qu'avec des moyens à leur portée et cela a suffi pour qu'ils apportent une aide efficace aux troupes du général de Monsabert et aux goums dans la libération de leur ville.

Notre camarade Hostache a évoqué tout à l'heure, pour la petite histoire, un parachutage dont le message était « Nom de Dieu, Vive la Coloniale ». Ce message avait été suggéré par un de mes fidèles sous-lieutenants parce que j'étais capitaine des troupes coloniales et que ce « Nom de Dieu, Vive la Coloniale » était le cri de ralliement des Coloniaux.

Il a d'autre part dit que le déclenchement de la guerrilla généralisée en Provence, dès le 6 juin, avait probablement été prématuré. Voire ! Il faut savoir – et tout le monde ne le sait pas – que vers mars (ou avril) 1944 nous avions été informés que les différentes actions prévues par les plans seraient déclenchées par des messages passant à la B.B.C. Chaque région avait ses propres messages (ce qui laissait supposer que les régions – R 1, R 2, etc. – pouvaient être lancées dans la lutte généralisée à des moments différents). Or, le 1^{er} juin, la B.B.C. émet 160 messages (dont le message d'alerte R 2 : « Le gendarme dort d'un œil »). Et le 5 juin au soir, nous entendons – parmi 220 messages – nos 4 messages (dont le message nous lançant dans la guerrilla généralisée « Méfiez-vous du toréador »). C'était très simple ! On ne nous demandait pas notre avis. On ne nous disait pas « Voyez donc un peu, si, par hasard, vous ne pourriez pas faire quelques petites choses ! » On nous disait « Allez-y ! Appliquez les plans ! C'est le moment ! ». Evidemment, ni le 5 juin au soir, ni le 6 juin au matin, nous ne savions grand chose de ce qui se passait en Normandie. Était-ce un autre Saint-Nazaire ou un autre Dieppe ?

Cependant, le 6 juin, dans l'après-midi – je crois que c'était vers 17 h –, la B.B.C. a transmis un discours où le général de Gaulle a appelé « tous les fils de France à prendre les armes... pour la Bataille de la France » (Cela aurait pu décider les derniers hésitants !). On pouvait se dire : « Ce n'est pas très prudent », mais les Alliés ayant la possibilité de lancer les régions les unes après les autres et dans chaque région, certaines actions et non pas les autres, s'ils avaient fait passer tous les messages, il devait y avoir une raison. Laquelle ? Ce n'était pas à nous de le savoir. Et nous nous sommes lancés. Nous avons eu des pertes effroyables (celles dont on parlait tout à l'heure). Il y avait de quoi être découragé. D'autant plus, que quelques jours plus tard – je l'ai su moi-même vers le 17 juin – un message du Général Koenig, nous apprenait que nous avions réagi trop vite !!! Et il nous demandait de ralentir nos actions et de renvoyer chez eux le plus d'hommes possible. Que faire ? Quelques-uns qui, comme notre ami Hostache, n'avaient pas perdu leur « position officielle », pouvaient rentrer chez eux, sans attendre. Mais les autres ? Et puis, si l'on avait renvoyé le plus grand nombre, comment aurait-on pu les rappeler ? Le coup très dur que le moral avait reçu ne pouvait être effacé que dans l'action et par l'action. Alors j'ai dit « On reste, on se réorganise et on attaque ! » Bien nous en a pris ! Parce que c'est grâce à ce que l'on a fait – mettons du 18 juin (après s'être réunis en état et réorganisés) au 15 août – que des résultats extraordinaires ont été obtenus – dont ceux dont j'ai déjà parlé. C'est grâce à cela que l'arrière-pays a pu être dégagé ; c'est grâce à cela que l'avance des troupes alliées a été accélérée

de façon extraordinaire, que les Allemands, dès qu'ils entendaient un char, se rendaient (ils savaient bien que nous n'en avions pas !) 600 à Digne le 19 août ; 1.200 à Gap le 20 août, etc.

Cela nous a coûté cher, certes, mais cela a évité des combats dans l'arrière-pays, dont les localités et la population auraient souffert.

Notre camarade Hostache nous a dit que nous avons en outre sauvé l'honneur. Oui, l'honneur de la France, nous l'avons sauvé, nous les résistants, nous l'avons sauvé de l'intérieur, en ce sens qu'il n'y a pas eu que les gens qui sont venus de l'extérieur qui ont participé aux combats de la Libération. Souvenons-nous que du 6 juin au 1^{er} août 1944, il n'y avait comme Français se battant sur le sol de France, les armes à la main contre la Wehrmacht, que le Bataillon Bourgoin – en Bretagne – le commando Kieffer, et... les maquis. Ce n'est que le 1^{er} août que l'on a vu arriver une division française, la 2^e DB et que le 15 août que sont apparues les divisions de la 1^{re} armées. On ne pense pas souvent à cela !

Je viens de relater les actions, de rappeler des détails, de formuler quelques appréciations : cela n'est pas exactement de l'Histoire.

Il faut – comme le disait tout à l'heure M^{me} Morsy – distinguer entre l'Histoire et le « Vécu ».

Nous avons « vécu » ; à nos jeunes amis qui vont maintenant prendre la parole de faire l'Histoire.

Antoine OLIVESI : Je remercie vivement le général Lécuyer, et nous allons écouter maintenant, pour les problèmes que soulève la Libération de Marseille, un témoin parmi ceux qui l'ont vécue directement et qui y ont participé. Il s'agit de M. Lucien Bernard, dont le nom de guerre est le Commandant Claude.

Commandant CLAUDE : Vous me faites peur ! Je n'ai jamais eu tant peur ! Parce que c'est difficile de parler l'histoire et d'essayer de l'écrire maintenant. Il faut plus longtemps pour que les faits se tassent.

A. OLIVESI : Pourtant, si vous ne parlez pas maintenant, nous ne pourrions jamais l'écrire !

Commandant CLAUDE : Il vaudrait mieux que je ne parle pas ! Mais enfin, j'ai quelques petites choses à dire que j'ai vécues. Et ma foi si vous voulez les écouter, croyez bien qu'elles ont été vécues et qu'elles sont sincères. Je vais vous dire d'abord mon petit cheminement ; je suis un modeste enseignant, militaire de réserve ; j'ai, pendant 15 ans, enseigné dans la région des Bouches-du-Rhône et même professé à l'E.N. d'Aix. Deuxièmement, après la Libération, à laquelle j'ai participé – donc qu'il a fallu préparer, et je vous parlerai de cette préparation – j'avais fait ramasser par les éléments que je commandais, près de 50 tonnes d'armes individuelles qui pourrissaient dans la région de Marseille ; cela avec les Forces Républicaines de Sécurité, qu'on a appelé, après G.C.R. (Gardes Civiques Républicaines), et les Milices Patriotiques, rassemblées sous les ordres du général Magnan, puis du général Carpentier – ces tonnes d'armes dont on ne savait que faire et dont nous avons souffert de l'absence, sans aucun droit aux

parachutages de la SAP¹. Peut-être en reste-t-il encore à l'heure actuelle... ? Laissons, c'est une interprétation, à laquelle je ne voudrais pas me livrer.

Donc, après avoir dit aux compagnons « ramassez les armes, et puisque vous voulez tant combattre, puisqu'on vous a nourris, si vous défendez vos entreprises, si vous y travaillez, nous allons reconstruire le pays ; vous avez protégé son patrimoine économique ; c'était notre rôle, le vôtre naturellement ; vous avez ravitaillé la population. Vous voulez prendre les armes ? Eh bien ! Partez avec celles que vous avez, entrez au régiment La Marseillaise ou au régiment Provençal, et puis engagez-vous dans les troupes normales. Comme je l'ai dit au général Sudre : « Quel meilleur conducteur de char pourriez-vous avoir que l'ouvrier qui l'a fabriqué ? » Il m'a dit : « C'est vrai ; on pourrait trouver en France plusieurs divisions blindées rapidement. On n'aurait peut-être pas les chars ni l'essence, mais enfin... »

Après avoir donc dit aux compagnons de partir, j'ai demandé ma propre intégration dans l'armée, et j'ai fait quinze ans dans l'armée active où j'ai connu beaucoup d'autres amis, ainsi que les grandeurs et les servitudes militaires habituelles ; j'ai commandé le fort de Penthièvre, en Bretagne, centre d'instruction pour la préparation du maintien de l'ordre en Algérie, de 1954 à 1956. J'y suis allé moi-même et j'ai connu là toutes les « actions » d'un ancien résistant aimant son pays – comme l'a dit Juvénal tout à l'heure – et sa patrie. On ne dit rien ou on falsifie, alors restons muets, comme on l'est, à l'heure actuelle, car j'ai de la peine et une inquiétude en vous parlant de ces choses. Mais l'histoire il faudra l'écrire, il faudra qu'un jour nous l'écrivions ; peut-être dans 40 ans². Je pourrais apporter dès aujourd'hui, à ce dossier, des choses émouvantes, et l'intervention de M^{me} Morsy, ce matin, m'est allée droit au cœur. C'est énorme. Tout à l'heure vous avez employé un mot : « blanchiment » ; mais l'histoire du blanchiment des unités françaises, elle a duré jusqu'en 1954... Alors que le gouvernement, à cette époque, avait ramassé la plupart des résistants qui étaient réengagés dans l'armée active et qu'on les avait fait moisir pendant deux ans à Versailles où les journaux anglais affirmaient que nous allions émarger tous les matins, à l'appel du sous-officier de service ! Et puis après on nous a « repris ».

Et c'est là que je suis devenu encore un officier de l'armée française et que je suis allé en Algérie ; mais le blanchiment nous l'avions connu !

[...] Les impératifs de l'édition nous obligent à résumer, ici, un long passage de l'intéressante intervention du commandant Claude, concernant le problème du « blanchiment » en métropole, à Metz ou à Provins, par exemple³, puis la guerre

1. Section d'Atterrissages et de Parachutages.

2. Peut-être beaucoup plus tôt ! Signalons à ce sujet que le vœu du Commandant Claude est comblé puisque l'*Institut d'Histoire du Temps Présent*, prépare un grand colloque international et une Table ronde, à Paris, au printemps 1988, sur « La France en guerre d'Algérie. »

3. Ou en zone française d'occupation. Cf. le témoignage, cité par le Commandant Claude du « général Touzet du Vigier qui commandait les Tabors. Il m'a reçu à Immenstadt près de la frontière autrichienne. Ses unités ont été treize fois renouvelées – pas reblanchies, renouvelées. »

d'Algérie elle-même, avec l'évocation du Centre d'Arzew, des « soi-disant charniers » de Kenchela, du malaise enfin, sans cesse accru, aussi bien chez les militaires et gradés d'origine algérienne que parmi de nombreux officiers français [...].

Mais – pour revenir en arrière, et au sujet – comment suis-je entré dans la Résistance ? D'abord, Jean Moulin a été parachuté à Eygalières, en janvier 42 ; moi, le gouvernement de Vichy qui avait d'abord refusé ma réintégration dans l'enseignement, m'avait expédié dans le nord du département, à Barbentane, après quelques mois de « pénitence ». J'avais continué l'action de la résistance avec des éléments qui étaient en semi-exil, voyez, et alors j'ai un peu connu, à cette époque les pérégrinations de l'homme dont la famille était de Saint-Andiol ; je pense que vous savez qu'il était né, lui, à Béziers, mais que ses parents étaient de Saint-Andiol, et que Laure, sa sœur a été sa confidente et sa collaboratrice. Et là-bas, nous avions, dans ce petit coin du Lubéron, quelques discussions de résistants – on disait de résistants, c'est pour ça, que moi, la Résistance, je ne la vois pas à travers le maquis seulement, ni à travers ces combattants « magnifiques » comme Lécuyer, ou comme d'autres ; ce n'est pas que ça, la Résistance ! La Résistance, c'est un idéal extraordinaire, qui fait qu'on n'a pas une carte, mais qu'on disait : quand donc sera-t-on débarrassé du Boche, des Allemands, de la souffrance, et de la faim aussi ? »

Alors, je suis dans la région de Plan d'Orgon, là-haut, je circule à vélo jusqu'au Rhône, à Barbentane, et, ma foi, je n'ose pas vous dire que peut-être nous n'étions pas loin du sillage de Moulin qui a fait l'unité, l'union et qui est venu pour créer cet engouement patriotique des forces de la Résistance.

Quel homme étrange ! Le 17 octobre, il y a quelques jours, j'étais à Cadolive ; cette petite municipalité des Bouches-du-Rhône, avait organisé à sa gloire, une exposition Jean Moulin et créé une école maternelle qui portera son nom. J'ai reçu les visiteurs et j'avais mis sur la table, cela : « Commandant Claude, de la Libération de Marseille, Président d'Honneur de l'Association Nationale des Combattants de la Résistance Française », et sur le Livre d'Or j'ai écrit : « En souvenir de l'illustre combattant français, en toute humilité ». Et les visiteurs qui voyaient ça, m'ont interrogé sur la Résistance, et ils m'ont dit des choses étonnantes ; j'ai vu un instituteur et une institutrice du Nord de la France, qui venaient d'être nommés à Cadolive, qui ont remercié la municipalité – ils avaient 25-28 ans tous les deux – d'avoir créé une exposition sur Jean Moulin. Voyez la répercussion historique énorme qu'ont eu ces hommes ; mais ces hommes-là, ils n'étaient ni colonels, ni capitaines et ce n'était pas l'armée française ; c'était, je dirais moi, la « Nation » française, la Résistance.

Fin 43, je crois, bien après Jean Moulin, le major Flandre, de l'armée anglaise a été, lui aussi, parachuté dans la région d'Eygalières ou de la Trévaresse, comme Moulin. Et le major Flandre a été fusillé à Charleval, après l'histoire de Lambesc ; et moi, je vais au pèlerinage, chaque année, le 16 juin, à Sainte-Anne, comme je vais, chaque année, depuis 40 ans, au mémorial de Signes où j'ai rencontré Leenhardt et Juvénal, souvent.

Mais jamais je ne me suis mis à côté des autorités ; si vous aviez été là je serais allé à côté de vous, M. Aubrac, Commissaire de la République. Mais, vous n'y étiez pas ; alors j'ai vu passer tous ces Préfets, tous ces représentants (de quoi !) peut-être des braves, mais ce n'était pas le fond de la Résistance – j'ai vu

ces jeunes soldats à qui on expliquait ce que sont ces 39 tombes : celles du colonel Rossi ⁴, de Martin Bret et de beaucoup d'autres martyrs dont un certain nombre, 18, je crois, venaient du 425 de la rue Paradis ⁵.

Pour en arriver à la Libération : moi, j'ai remplacé – voilà pourquoi je m'appelle commandant Claude – le docteur Claude (c'était le surnom du major Flandre).

En janvier, avec Lionel ⁶ j'avais eu un rendez-vous pour la création du Comité Départemental de Libération. Ah ! je suis content que Juvénal ait remis un petit peu les choses au point ; lui, c'était la Région R 2 ; c'est vrai. Mais Lionel, c'était le premier comité clandestin. C'est lui qu'on avait envoyé ; peut-être Juvénal en a-t-il fait partie – c'était évident – mais on ne mettait pas, dans la Résistance, des questions de préséance. Lui, Juvénal serait venu. Mais il n'avait pas été dans le Comité Départemental de Marseille ; il était sur la Provence, il était peut-être au-dessus. Moi, je revois toujours Lionel sous la pluie – c'était vraiment ridicule de livrer un personnage d'une telle valeur à la manséture – si l'on peut dire – de la police, il était là, sous un parapluie, avec un petit paquet à la main, comme s'il attendait une fiancée. C'était des contacts mal étudiés et très dangereux.

Raymond AUBRAC : Si je peux me permettre de vous interrompre un instant.

Commandant CLAUDE : Je vous en prie.

Raymond AUBRAC : C'est à l'intention de nos jeunes collègues, ici. La mission de Lionel (Leenhardt) était une mission qui dépassait la région. Dans les liaisons entre Londres-Alger et la Résistance intérieure, deux hommes avaient la responsabilité de mettre en place les Comités Départementaux de la Libération : c'était Francis-Louis Closon⁷ pour le Nord et Francis Leenhardt pour la partie Sud ; donc, Leenhardt qui se trouvait en remplacement de Juvénal, président du CDL, avait, dans la période précédente, rempli cette mission très importante d'aller implanter des Comités de Libération à peu près dans toute la zone Sud. Je n'ai plus en tête la délimitation géographique exacte, mais il y a eu, en fait, deux missions Leenhardt : une préalable, puis une au moment de la Libération.

Commandant CLAUDE : Alors c'était celle de Janvier.

Raymond AUBRAC : Veuillez m'excuser de vous avoir interrompu, mais c'était uniquement pour éclairer nos jeunes historiens sur ces affaires un peu trop compliquées.

René HOSTACHE : Vous permettez ; il y avait un comité de mise en place administrative qui était composé de 3 commissions (3 services) : le service que

4. Levallois, dans la Résistance.

5. Siège de la Gestapo à Marseille. Parmi les victimes de Signes, on peut rappeler le souvenir d'Albert Chabanon (Valmy) né à Marseille en 1916, fils d'instituteur et élève de l'École Normale Supérieure, chef Régional des Jeunes et de l'Organisation Universitaire des M.U.R. Cf. A. Olivési, *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, T. 22, pp. 10 à 13.

6. Surnom de Francis Leenhardt.

7. D'origine marseillaise, lui aussi.

dirigeaient Closon et Leenhardt pour la mise en place des Comités de Libération et le service que dirigeait Jacquier, c'est-à-dire Michel Debré, pour la mise en place des Commissaires de la République et des Préfets, éventuellement de l'AMCO, et enfin, il y avait – j'allais dire presque sous l'autorité du délégué général du gouvernement provisoire qui était à ce moment Parodi – un service pour la mise en place des secrétaires généraux provisoires⁸ de chaque administration, pendant les combats de la Libération, prendre les ministères, et y mettre en place, déjà, un échelon préalable en attendant l'arrivée du gouvernement provisoire d'Alger. Le 21 août, à notre entrée dans la Préfecture, nous y fûmes accueillis par Enard (Lacombe) noyau actif du F.N., un peu plus tard nous avons accueilli Cristofol et Barel, députés, puis Léon David, futur sénateur.

Commandant CLAUDE : Alors, maintenant, je vais me placer dans les journées qui précèdent la Libération. D'abord, il y a eu cette histoire du rendez-vous avec Leenhardt, puis le rassemblement rue Pavillon que je n'ai pas trop aimé. La Résistance avait de ces lubies étonnantes. Le rendez-vous avec Leenhardt, il se fait rue Jean-Mermoz ; et si vous connaissez un peu Marseille, la rue Jean-Mermoz, c'est une des rares rues – dans Marseille il y en a 3 ou 4 (à Lyon, c'était pareil), où ces rendez-vous prévoyaient deux issues. La rue Jean-Mermoz serpente depuis la première partie du Prado jusqu'à la deuxième ; et mon Leenhardt était au premier carrefour, vers Castellane ; mais à l'autre bout, il y avait la Kommandantur ! Il faut être complètement cinglé pour donner des rendez-vous pareils ! ou alors, que penser ?!

Antoine OLIVESI : Le 425 de la rue Paradis n'était pas loin !

Commandant CLAUDE : Non pas seulement le 425 rue Paradis, non, qui était un peu plus haut, mais surtout la Kommandantur qui est au bas de la rue Jean-Mermoz ; moi je rencontre un des gars qui doivent aller à la réunion – nous ne savons pas où c'est – puisque c'est Lionel qui m'apporte, à moi, les messages. J'ai dit à Lionel quand j'ai pu le voir – je ne vous raconte pas la péripétie totale – nous étions en danger même à cet endroit ; j'ai dit : « Foutons le camp, mon vieux, on ne sait pas où on va aller ». On va traverser le Prado, et on s'en va par là. Il pleuvait, il n'y avait pas beaucoup de circulation. Et il me dit que le rendez-vous, c'est rue Pavillon.

Alors, nous avons eu une petite altercation, et je vais vous dire laquelle. Lui, Lionel, c'était un homme franc, un gars qui ne disait pas de bêtises, ce n'est pas lui qui était responsable de ces trucs-là ; c'est un mauvais calcul d'un chef d'Etat-Major qui n'a pas même étudié la carte, ni le plan de la ville de la L.V.F.⁹ – peut-être Barbie en savait-il plus – il fait être complètement c... ! et quand les gars nous ont ouvert la porte, l'un s'appelait Cuioli et l'autre Mercuri ; c'étaient deux gars importants avec le général Guyot, conseiller d'Aubrac ; ils étaient tous les deux de la résistance ; c'étaient les intendants de police de la région ; donc, ils étaient vachement au courant, mais je ne l'ai su qu'après !

8. Le N.A.P.

9. Légion des Volontaires Français. Les sabianistes du PPF avaient aussi leur local rue Pavillon.

Un beau jour, en effet, plus tard, Culioli m'a dit : « Tu sais qui t'a ouvert la porte rue Pavillon ? » ; je lui répond : « non mon vieux » ; « c'est moi ». Ah ! cette époque est étonnante ; la LVF vraiment, ça ne m'avait pas plu ; la Kommandantur ça me plaisait encore moins !

Bien, je continue mon exposé. Comment était structuré l'élément de la résistance que j'ai pu animer pendant cette période, pas tout seul, bien sûr. Quand j'entends le Commissaire de la République dire : « Il fallait bien ravitailler les gens ». Mais qui l'a fait ? Mais lui ! avec quelques responsables ? Mais avec le général Magnan et le général Carpentier ; avec qui encore ? avec Brunéro et Molino, de la C.G.T., c'est-à-dire les responsables des organisations ouvrières normales. Il fallait 400 camions : c'était l'armée qui payait en plus ; alors il fallait savoir ; il fallait aussi se méfier des voleurs, des types qui trafiquaient sur le poids de transport, sur les délais de routes et sur les tonnages qu'ils transportaient. C'était payé. Vous comprenez, c'était facile !

Je vous parle d'une façon un peu décousue, mais cela ne fait rien. En ce qui me concerne ainsi que les trois hommes qui étaient avec moi. Je vais vous dire où j'habitais, chez ma mère... sous les combles, au 32, boulevard de Strasbourg ; la pauvre femme n'est plus là depuis longtemps déjà... ; elle avait un tout petit appartement. C'est-à-dire, un lit dans une pièce et une cuisine ; et c'était au-dessus du Racati.

Il faut vous dire ce qu'était le Racati ¹⁰. D'en haut du petit fenestron, je voyais les Allemands en bas, casser la croûte ou s'entraîner, etc. Maintenant vous ne trouvez plus rien de ça ; c'est bien dommage, on y a fait passer l'autoroute et installer la gare routière.

Donc, il y avait 3 personnages : il y avait Arnaud – sa photo se trouve dans *Le Patriote* ; une espèce de « canard » dont personne ne parle. Le voilà, tenez. « Gloire à nos héros » : c'est Arnaud, dans un numéro du *Patriote* paru après la Libération, et qui contient son éloge rédigé par Lucien Molino. Arnaud – c'était un gars de Lyon, un responsable du syndicat des Métaux. Il a été tué en sortant, le soir du 21 août, pour faire une inspection autour de la préfecture ¹¹. Il y en avait un autre qui s'appelait Jacques Gastaud et qui était représentant. Puis vous voyez se compléter un groupe de trois ¹², avec Giribone, un autre syndicaliste qui avait fait la guerre d'Espagne ; quant à moi, je représentais le Front National et j'étais chargé, en quelque sorte, un peu par ce dernier, mais aussi par les FTP, d'établir des contacts avec toutes les autres organisations de la Résistance comme les Corps Francs de la Libération, comme Leroy, Pozzo di Borgo qui était mon meilleur camarade...

10. Cette vaste esplanade, située entre la nouvelle Faculté des Sciences et la Gare, fut, en août 1944, l'un des « points chauds » de la bataille de Marseille. Bien fortifiée, dominant la ville, elle permit aux Allemands de résister jusqu'au bout, plusieurs heures, même après l'ordre de cessez-le-feu donné, au matin du 24 août, par le général Schaefer.

11. L'orateur montre, ici plusieurs documents. En ce qui concerne Arnaud, une plaque rappelle sa mémoire sur un immeuble situé juste en face de l'entrée latérale de la Préfecture.

12. Il s'agit du « triangle » classique au sein de toutes les organisations clandestines communistes, et à tous les niveaux de responsabilités : un chef politique, un chef syndical, un chef militaire.

A. OLIVESI : Quel Pozzo di Borgo ? Antoine, l'archiviste de l'U.D.-C.G.T. ?

Commandant CLAUDE : Non, ce n'est pas, non plus, le Pozzo di Borgo de Marcel Déat ; c'est Henry ¹³, un jeune homme de 22 ans, d'un cran fou ; vous verrez d'ailleurs sa photographie dans les journaux de « Rhin-et-Danube » ; c'était extraordinaire !

Bien ! Nous étions réunis en ce comité et quand on parle de la grève du 19 – je ne vous parle pas du bombardement de mai – les Anglais avaient fait un bombardement remarquable : c'était le bombardement du Cap Pinède, sur la base maritime, où venaient les sous-marins allemands. Le bombardement était réussi parce que, là c'était des « cracks », des aviateurs sérieux et non pas des politiciens. Je maintiens ce mot, car dans le combat pour la Libération de Marseille, les Américains ont joué des rôles de politiciens ; vous avez soulevé à peine un peu le voile au fond, mais je vais vous donner des exemples.

A. OLIVESI : Si vous le permettez, je précise que ce que vous dites est confirmé par Marie-Madeleine Fourcade, pour qui le bombardement du 27 mai, sur la gare Saint-Charles, n'avait aucune signification. Tous les trains allemands, en effet, étaient détournés par la Blancarde.

Commandant CLAUDE : Car les Américains ont bombardé sur la fumée – ça il faut le faire ! Il y avait un mistral de 100 km/h et ils ont lâché leur bombes du boulevard National à la plage, à 6.000 m d'altitude ! – à 6.000 et sur 6 km ! – Ils ont voulu « tuer » la grève !

A. OLIVESI : Les réseaux de correspondance, de l'Alliance, qui communiquaient directement par radio avec Londres, disaient : « Objectifs précis » lorsqu'il fallait bombarder tel endroit ¹⁴ ; en revanche pour la gare Saint-Charles, c'était absolument inutile.

Commandant CLAUDE : Dans la nuit donc, les 3 qui sont là, les 4 par conséquent – moi je militais pour que l'insurrection ait lieu au plus tôt, je le sentais et je vais vous expliquer pourquoi, nous avions créé, dans des ramifications importantes, 6 secteurs des Milices Patriotiques dans la région des Bouches-du-Rhône ; je vous dirai peut-être le nom des responsables. Même 40 ans après, on n'a jamais fait droit à ces combattants de la Résistance méconnus, non « emmaquisés », non embrigadés dans des unités non régulières ou irrégulières, toujours pas reconnus. Ce n'est pas tout ça, la Résistance, bien sûr : il y a une espèce de résistance militaire, mais c'est aussi, le peuple qui se soulève, qui fait la grève, même s'il est bombardé.

Donc, le 19, il y a grève partout, à la Belle-de-Mai, chez les gars de Menpenti ¹⁵, chez ceux du port ; tout à l'heure on a évoqué les mines. Je vais vous parler des mines du port de Marseille : nous, on a eu le plan de déminage et

13. Henry Pozzo di Borgo, alias Rossel, alias Vigo, responsable des C.F.L. de Marseille. Cf. M. Baudoin, *Histoire des Groupes Franc...*, op. cit., pp. 8 et 9.

14. Comme, par exemple, le Cap Pinède. Cf. sur tous ces points *L'Arche de Noé*, par M. M. Fourcade, Paris, 1968. Réédition récente en livre de poche.

15. Menpenti, était, à l'époque, un faubourg industriel (métallurgie) très ouvrier, encore, à Marseille.

on a fait déminer les quais par l'armée allemande. Dans la préfecture en effet, on avait des Allemands prisonniers. Mais la grève allait-elle déboucher sur l'insurrection ?

Certains ont dit : insurrection pas encore, les attentistes, – dont le général Cochet – auraient prétendu que l'insurrection serait prématurée ; ceci n'était pas notre avis. Jacques qui était l'élément le plus politique, va vers ses instances à lui. Mais, Giribone (Marat), Arnaud et moi nous maintenons nôtre point de vue. Jacques nous dit alors : « Je crois qu'on hésite, il y a des forces disproportionnées en présence, on va se faire massacrer » ; même l'Etat-Major FTP n'était pas d'accord. Vous entendez bien ce que je vous dis ; mais moi, j'étais un peu issu des FTP, mais j'étais aussi contrôlé FN délégué au CDL, puisqu'on m'avait confié cette mission particulière d'aider à la création d'unification des mouvements de la Résistance pour le Comité Départemental de la Libération. Précisions bien les choses...

Jacques Gastaud revient quelques heures après et il dit : « C'est d'accord, on déclenche l'opération »¹⁶. Donc, il y aura 3 colonnes qui marcheront sur la préfecture le 21 août : une qui part du port et une qui descend de la place Bernard-Cadenat où il y avait, avec Ripert, un rassemblement important. Comment étaient constituées ces Milices Patriotiques ? Je vais vous le dire : avec les organisations clandestines, c'était facile, dans une entreprise, dans un atelier, de créer des groupes de trois, plus ou moins réunifiés, et en plus, au moment de la grève, de les mobiliser tous, puis de les armer, mais de les armer pour quoi faire ? Pour se protéger tout d'abord, pour défendre, pour qu'on ne détruise pas les points d'eau, par exemple, et les transformateurs. Il fallait prendre aussi le Central, mais c'est une autre question.

Alors, la colonne qui descend de la Belle-de-Mai va traverser – ils se sont livrés un peu à quelques exactions aux dépens des pompiers et de la caserne des Douanes – cela, nous le raconterons une autre fois. Mais pour celle qui est partie de Menpenti, où il y avait une trentaine de comités avec Roubaud (Alfred Bizot, 3^e secteur des M.P.), voilà qu'on me demande de la constituer en ordre de bataille ! Or, je ne suis pas un chef d'état-major d'armée, je suis un résistant français qui fait de la résistance, simplement, à l'ennemi, et qui l'organise, n'est-ce pas ?

Il faudrait bien faire comprendre que la Résistance, ce n'est pas un appareil militaire. J'ai un grand respect pour mes camarades qui ont été des officiers, moi-même j'en suis un, mais plonger dans l'organisation de masse – et je vous dirai pourquoi j'étais dans l'organisation de masse ; parce que quand on me l'a demandé : « toi qui connais un petit peu ceci, tu devrais aller dans un maquis, tu devrais aller ici » ; j'admire les gars du Vercors, je suis content de les voir, je connais Godefroy et Fabien, je connais leur régiment, je sais qu'ils ont suivi en Allemagne avec Sudre et avec les autres ; je connais les gars de la Marseillaise, je connais Serba, voyez, et dire qu'on les a parqués à Versailles, et des quantités d'autres comme eux : c'était des militaires. Mais au fond, ils ont bien agi, savez-vous pourquoi ? Parce qu'ils ont écarté de devant et de la rue des quantités de gars qui portaient des armes ; il n'y a rien de plus dangereux qu'un gars qui porte

16. Avec l'accord de Lucien Molino et Léon David (Comité des Chutes-Lavies).

des armes s'il ne sait pas qu'en faire ; s'il ne sait pas viser, s'il ne connaît pas l'ennemi, si on ne le lui a pas désigné, s'il n'est pas commandé.

Donc, les trois colonnes arrivent ; les premiers sont les gars de Menpenti ; ils passent par Castellane et par les différentes rues qui viennent de Saint-Pierre et qui arrivent près de la Préfecture. Et là, se passe un événement dont je veux vous parler. Il s'agit d'une personne en particulier – c'était une femme, d'origine polonaise, je crois, ou hongroise – je n'ai jamais su – et je n'ai jamais pu la retrouver ; mais si elle entend parler, si on l'écrit, et à condition qu'elle soit encore en vie, peut-être viendra-t-elle nous conter comment avec le drapeau déployé, elle s'élança et entraîna la foule en dégringolant le boulevard Salvator. Il y avait une foule considérable.

Mais, allez-vous me dire : « où étaient les Allemands ? » Ah ! Là je vais vous répondre : ils étaient partout et nulle part ; ils ne savaient plus où aller, désemparés, pris au piège. Dans la rue de Rome et la rue qui monte jusqu'à Castellane, ce fut un massacre : ils fuyaient devant ceux du Racati et ceux du Cap Pinède. Ils allaient rejoindre le Parc Borély, la Vieille Chapelle, ils cherchaient à retrouver le général Schaefer que j'ai eu au téléphone, moi, le 22 août. Il m'a demandé : « Faisons la trêve, laissez-moi passer. » Entre-temps nous avons arrêté le consul allemand ; vous savez ce que c'est que d'arrêter le consul allemand ¹⁷. Nous l'avons protégé ; on a transporté à la préfecture l'ensemble des richesses qu'il possédait, des richesses personnelles – ce n'était pas un Goering, le consul allemand ! Il nous a servi, d'ailleurs, d'interprète avec le général Schaefer. En plus, quand des combattants allemands qui voulaient rejoindre leurs unités, passaient en camion, ils recevaient des grenades sur la tête tombant du 1^{er} ou du 2^e étage des maisons. Des grenades allemandes que nous avons ; ce sont des actes de résistance, même s'ils ont été fait à la dernière heure. Des officiers allemands, il y en a eu 40 dans la cave de la préfecture et j'y ai ajouté deux personnages. Je veux, pour l'histoire, vous les nommer, sans aucune animosité du reste : il s'agit de Ponsard et de Bergasse ¹⁸. Ponsard, le bras en écharpe, la légion d'honneur, un combattant de 14 et moi, comme un pauvre c..., je le reçois ; il vient se mettre à mon service, je lui dit « M. Ponsard ne sortez plus d'ici, on va vous mettre en bas, sinon ils vont vous tuer. » Il y avait une tension telle que j'aurais dit, moi, pensant au représentant des compagnies maritimes de Marseille (Daher) : les dockers m'auraient arraché les yeux ; je lui ai dit « Il ne faut pas sortir ». Bergasse était blanc comme neige... Après, c'est chez lui que nous avons imprimé ce *Patriote* clandestin ; tenez, le voici : le 1^{er} numéro date de décembre 43 et jusqu'au mois de mai, il y en a eu 8 ; voilà le 8^e ¹⁹, il a été distribué ; qu'est-ce qu'il porte en exergue ? Eh bien il porte l'appel du général de Gaulle : « La Libération nationale est inséparable de l'insurrection nationale ? » Voilà, et puis d'autres écrits qui ont circulé. Les journaux

17. Et sa famille.

18. Ponsard était un député de droite élu en 1936 avec Daher à Marseille. Henri Bergasse était conseiller d'arrondissement du 2^e canton de Marseille et membre du P.S.F. en 1939. Il sera plus tard élu député sous l'étiquette R.P.F., en 1951, puis rompra avec le gaullisme pour rejoindre Antoine Pinay et le Centre National des Indépendants en 1953. Il sera ensuite Ministre de la IV^e République.

19. *Le Patriote* clandestin. (Voir en annexe, p. 255, quelques extraits des n^{os} 1 et 8).

clandestins ont, en effet, circulé : c'est un fait il faut que nos historiens le disent ²⁰.

Alors, fermons la parenthèse sur Ponsard et sur Bergasse. Au fond, nous les avons protégés, comme nous avons protégé le consul allemand. Quand, peu après, le Comité de Libération a téléphoné au général Schaefer, ce dernier m'a demandé d'arrêter les opérations. Je lui ai dit : « Je ne parle plus avec vous au téléphone, parce que vous bombardez Marseille ²¹ ». Il s'est arrêté de bombarder, c'est vrai ! Et je lui ai dit : « Ecoutez, les plans des mines du port, nous les avons » (je ne sais pas par quel canal, ils ont pu arriver), et ce sont des ouvriers, des démineurs allemands qui ont fait le déminage, sous le contrôle, aussi des dockers et du groupe 3 (MP) du port de Marseille. Ce sont des actes de résistance, mais on ne va pas en tirer gloire ; il n'y a pas de brassards pour ça, il n'y a pas de képis, il n'y a pas de pensions. Non, c'est la Résistance Française, telle qu'elle était – même si elle a paru tardive à certains – elle existait, car le sentiment national des Français, c'est difficile de le contourner. Moi, j'ai vécu ça, et je n'y attache pas plus d'importance que ça n'en a eu.

Mais je ne voudrais pas en revanche, qu'on fasse l'impasse sur cette question et que cela vienne de la part de compagnons de combat tels que les officiers qui sont venus parler ici. Je ne voudrais pas qu'on oublie la multitude des autres, parce que des voisins, des combattants d'ailleurs, des hommes obscurs dans des entrepôts – je pense toujours à ce petit cordonnier de l'avenue de Toulon, en sortant de Castellane. Il fabriquait – c'était idiot, mais enfin il les fabriquait quand même – des bouteilles avec de l'acide sulfurique, un peu d'essence et puis de la toile émeri et de la colle. Soi-disant, c'était pour attaquer les chars ! C'est de la connerie ou à peu près, mais ça pouvait réussir dans la mesure où le type, il se planquait un peu après ; l'essence pouvait brûler ; mais on ne pouvait pas faire grand chose avec ça ; pourtant, l'ingéniosité de ces amis là était énorme.

Je voudrais vous parler d'une autre question et je vais en avoir terminé ou presque. Voilà ce que je tiens à vous dire... J'ai fait partie des tribunaux des forces armées sur la délégation du général commandant la région à titre d'officier. Ce Tribunal des forces armées, il consistait en quoi ? À écouter ces pantins qui avaient été sept fois condamnés à mort et que l'on n'a jamais exécutés. On a vu les pitres les plus sanglants, les plus cyniques, je pourrais vous en parler je ne sais combien de temps. Mais, est-ce que l'on ne peut pas avoir accès à ces comptes rendus des tribunaux des forces armées ? Vous avez là une mine historique terrible, maintenant où l'on parle de Lyon, Moulin, Barbie, etc. et moi je songe à Barel, Guidicelli, Gandolfo, Crespo, etc. assassinés ou morts-vivants ²² [...]

On peut ? Alors, j'invite nos jeune historiens à aller piocher dans les archives des tribunaux des forces armées. Ils auront des tonnes de dossiers à lire,

20. Un colloque sur « La Presse clandestine dans la Résistance » s'est tenu à Avignon en juin 1985, accompagné d'une exposition.

21. Depuis le Fort Saint-Nicolas, et surtout N.-D. de la Garde.

22. Jean Crespo fut bel et bien fusillé et laissé pour mort parmi les cadavres d'autres résistants – dont Francis Davso – exécutés le 16 juin 1944, dans l'Ain. Cf. *Dictionnaire... op. cit.*, t. 23, p. 338 et pour F. Davso, t. 24, pp. 128-129.

et ils y trouveront, pour les 7 principales régions de France – de la Bretagne, de la Bourgogne, du Jura, de la Franche-Comté, de Marseille et surtout de Lyon – les plus beaux écrits sur l'histoire de la Résistance Française, telle que les Allemands l'ont « connue » – car eux l'ont éprouvée et écrite – et alors vous comprendrez pourquoi les Allemands étaient si désespérés dans Marseille.

Vous comprendrez aussi pourquoi on n'avait pas besoin d'armes lourdes... des armes lourdes, il y en avait. Mais les grenades suffisaient pour les troupes au coin de la rue, évidemment on prenait des risques ; et ça suffisait largement, car les Allemands étaient dans un état de terreur, vous entendez ; ils ne savaient plus où étaient leurs chefs – où étaient-ils d'ailleurs ? – et les autres ne pouvaient pas les rassembler parce que le Central téléphonique Dragon, nous l'avion pris ; et quand je l'ai dit au général Schaefer, « Mon cher général », – c'était le consul allemand qui traduisait – quand j'ai dit à ce dernier : « Mais demandez-lui qu'il se rende, et qu'on n'en parle plus », le consul me répond : « Il ne veut pas se rendre à des « types » sans uniformes ». Je rétorque : « Mais comment ? je suis un officier français régulier ! » L'autre insiste et me dit : « Bien sûr, mais le général serait déshonoré devant le Führer s'il faisait une telle chose ». « Alors, remerciez-le d'abord d'avoir un peu arrêté ses bombardements, et puis dites-lui que maintenant, le central Dragon n'étant plus à son service, je me demande avec qui il va correspondre. »

J'en ai suffisamment dit pour vous inciter à la réflexion, et vous savez, où me trouver pour plus de précisions...

Pierre GUIRAL : On ne peut pas tout dire, il faut s'arrêter. Je vais être bref et vous remercier tous : ceux qui ont organisé ce colloque, les personnalités qui sont venues, si bien que nous avons vu, peu à peu, se dessiner à peu près toutes les formes de la résistance : la résistance militaire bien sûr, la résistance socialiste, la résistance catholique, la résistance communiste et même – c'est un mérite de l'exposé de M. Panicacci – une résistance que l'on oublie, la résistance de l'administration. Dans un colloque qui avait eu lieu au Conseil d'Etat, il a été dit que la profession qui avait eu le plus de déportés, c'est la profession préfectorale. M. Panicacci a parlé du préfet de Nice qui avait été déporté. A Marseille, nous avons le cas d'un des derniers déportés de la Résistance, M. Zattara, qui occupe des fonctions importantes à la préfecture. On a essayé de le libérer lorsqu'il est monté dans le train qui l'emportait vers l'Allemagne ; et puis, dès le moment où il est parti, on n'a plus su ce qu'il est devenu. Alors je crois quand même que cette administration, et Henri Michel insiste beaucoup là-dessus, cette administration de Vichy méritait quand même qu'on rappelle rapidement son comportement¹. Là dessus, j'ai terminé. Nous pourrions parler encore des heures. Parlez entre vous ; à tous, je dis merci une nouvelle fois.

1. Cf. supra, la note 8 de la page 248 et l'importance du rôle joué par le N.A.P. à l'intérieur même de cette administration. Georges Cisson, chef régional du N.A.P. pour la R 2, fut l'une des victimes de la tragédie de Signes, ainsi que Jules Moulet, chef départemental pour les Bouches-du-Rhône. Ce dernier, ainsi qu'Henri Zattara ont donné leur nom à deux rues de Marseille, sans parler, bien sûr, du préfet Jean Moulin.

LE PATRIOTE

La Libération Nationale est indissociable de l'Insurrection Nationale (Général De Gaulle, Président du CPLN.)

Décembre 43 ORGANE DES MILICES PATRIOTIQUES DES BOURGOGNES-DU-MOYEN N°1

VIVE LES MILICES PATRIOTIQUES

AUX ARMES CITOYENS

Assés de coups, d'outrages, de pillages, de déportations et d'assassinats. Dans chaque entreprise, dans chaque quartier, dans chaque village,

PATRIOTES

organisez vos Milices Patriotiques qui, par l'Insurrection Nationale, chasseront du sol de la Patrie, les hordes teutonnes qui viennent jusque dans nos bras, égorger nos fils et nos compagnes

Les fantoches de Vichy ont voulu servir au peuple de France, le bon nom de milice pour en couvrir un ramassis de nerfs, voyous et criminels prêts à toutes les besognes. A ce nom hérité des plus pures traditions populaires de notre terroir, nous devons rendre aujourd'hui sa véritable signification

VIVE LES MILICES PATRIOTIQUES (Suite)

C'est au Moyen Age, que les citoyens ont lutté pour leur liberté, contre la tyrannie féodale, organisèrent les premières milices. C'est à Bouvines, qu'elles prouvent leur patriotisme en décidant du sort de la bataille et permirent à Philippe Auguste de tailler en pièces les armées coalisées de l'Empereur d'Allemagne. C'est l'esprit des milices qui anima les volontaires de 53, c'est l'esprit des milices qui doit souffler aujourd'hui sur la France, pour balayer les bandits hitlériens et châtier les traitres à la Patrie.

PROVANCAUX,
En avant pour l'Insurrection Nationale
La délégation des B-du R.
des Milices Patriotiques.

LE PATRIOTE

N°1 44

PROVENÇAL

N° 5

Organe des MILICES PATRIOTIQUES des B-DU-R.

EXPLOITS DE PATRIOTES

Les Francs-Tireurs et Partisans de Provence, ont réalisé au cours du mois de Mars, 2 exploits particulièrement heureux, portant un coup durablement sensible à l'effort de guerre nazi.

Les 15 et 16, simultanément aux dépôts des locomotives d'Aix, de Miramas, de Pertuis et de la Blaque de, 33 machines étaient sabotées.

Le 21 Mars à Fos-sur-Mer l'importante usine de ciment qui alimentait les chantiers de la Voie Stricte, sabotée et mise hors d'état de produire pour de longs mois. En même temps, une péniche chargée de 150 tonnes de ciment a été coulée.

Vivent les F.T.P.

Les Patriotes Provençaux, applaudissent les F.T.P. qui ont bien, mais il faut les aider, LES DISTRIBUER ...

VICTOIRE DES METALLOS

Par la Grève, les métallos de Provence viennent d'arracher de importantes augmentations de salaires.

Une fois de plus, la preuve est faite que l'action est génératrice de la victoire.

A l'exemple des Metallos de Marseille, de la Ciotat, de Port-de-Bouc,

Couvreurs de toutes industries, organisez vos MILICES PATRIOTIQUES pour l'action, pour la VICTOIRE, contre les envahisseurs et leurs valets.

VIVE LE 1^{ER} MAI DE LUTTE

TRAVAILLEURS

Cette année, vous devez marquer la journée du Travail, par la manifestation, sous toutes ses formes, de votre volonté de lutte.

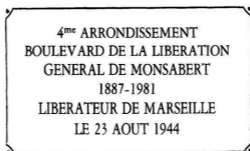
SALEMISEMENT DE LA PRODUCTION
SABOTAGE du travail pour les nazis

GRÈVE GÉNÉRALE

du 1^{er} au 10^{er} mai.

DOCUMENTS ANNEXES

A) A PROPOS DES CHANGEMENTS DE NOMS DES RUES :



Cette plaque en relief fut officiellement apposée en 1981, après la mort du général de Monsabert. Elle est placée à la hauteur du numéro 210 du boulevard de la Libération (ex-boulevard de la Madeleine), près du carrefour des Cinq-Avenues où débouchèrent, par le boulevard de la Blancarde, très tôt dans la matinée du 23 août, les premières troupes françaises.

Le général de Goislard de Monsabert était citoyen d'honneur de la ville de Marseille et membre d'honneur de l'Académie des Sciences, Lettres et Arts de Marseille depuis 1945.

B) LES RESEAUX DE RENSEIGNEMENTS - UN EXEMPLE :

« L'ALLIANCE », L'ANNEE 1944 EN FRANCE (Extraits)

I - MORTS DANS LES CAMPS

La Fusillade de Karlsruhe, 1^{er} avril 1944 (p. 24)

Chefs de secteurs et agents. Région Méditerranéenne (Bonne Mère).

SCHNEIDER Camille, 27.12.1915, ingénieur « Jaguar », agent de renseignements et de liaison du P.C. et adjoint au chef de secteur Méditerranée à Marseille. (Bonne Mère, Cathédrale).

DANIS Burel-Jean, 30.6.1921, « Poney », opérateur de cinéma, agent de renseignements et de transmission de Marseille, adjoint de Camille Schneider.

ZEPPINI Georges, 17.6.1918, « Wolf », mécanicien, agent de renseignements et de liaison de Camille Schneider.

SAVON Gilbert, 20.6.1910, « Blaireau », commerçant, agent principal de renseignements du secteur de Marseille.

ROCHER Emile, 2.5.1921, étudiant; agent de renseignements de Marseille, adjoint de Gilbert Savon.

TALON Georges, 28.7.1919, étudiant, agent de renseignements de Marseille, deuxième adjoint de Gilbert Savon.

LYNEN Robert, 24.5.1920 « Aiglon », artiste dramatique, agent de renseignements et de transmission du P.C. entre Marseille et Paris.

(Tous arrêtés entre le 27 janvier et le 8 février 43).

Sous-secteur Béziers-Sète (branché sur Bonne Mère et Asile).

BOYER Alphonse, 26.6.1905, « V.150 », ingénieur T.P.E., agent principal de renseignements du sous-secteur de Béziers ; arrêté le 1^{er} mars 1943.

MALBOSC Louis, 11.10.1884, « V.51 », instituteur retraité, agent de renseignements et de passages du sous-secteur de Béziers ; arrêté le 2 février 1943.

Le Camp de Schirmeck (p. 37)

Serre (secteur de Nice, région Méditerranéenne)

CHAUDIERE Jean, 30.7.1897, commandant de l'armée active « Isatis », 2^e chef du secteur Méditerranée (Nice), arrêté le 9 août 43.

BONNET Emile, 15.7.1889, colonel de l'armée active, adjoint du commandant Chaudière, arrêté le 17.10.43.

BRES Raoul, 28.2.1893, colonel (intendant de 1^{re} classe), renseignements, arrêté le 5.1.44.

POURCHIER André, 1.6.1897, chef de bataillon de l'armée active, agent de renseignements, arrêté le 28.6.44.

AUTRAN Jean, 18.3.1901, commandant de l'armée active, agent de renseignements, arrêté le 18.10.43.

DUJAT des ALLIMES André, 2.11.1905, capitaine de l'armée active, agent de renseignements, arrêté le 19.10.43.

CANIVET Nestor, 28.9.1907, capitaine de l'armée active, agent de renseignements, arrêté le 4.1.44.

CHAPELEAU Maurice, 30.9.1914, capitaine de l'armée active, agent de renseignements, arrêté le 4.1.44.

BERSON André, 11.10.1923, journaliste, opérateur radio du secteur, arrêté en avril 1943.

2 - MORTS EN MISSION DE RENSEIGNEMENTS TACTIQUES

TUES A L'ENNEMI (pp. 72-73)

Le 19 février, à Avignon, tué :

WOLFF Maurice, 4.10.1921, « Richard », du sous-réseau Druides ; tué à Avignon en prenant volontairement la place d'un père de famille désigné par les troupes d'occupation pour aller désamorcer des bombes placées sous une locomotive.

Le 13 août à Nice, fusillé :

CHABAUD Hubert, 9.11.1917, officier aviateur, agent de renseignements du sous-réseau Druides, secteur de Nice, « d'Arlys », arrêté depuis le mois d'avril.

Le 19 août à Avignon :

PARKER René (nom d'emprunt), interprète, agent du secteur Cathédrale, « Cyprin 6 », arrêté depuis le 16 juillet, était exécuté d'une balle dans la nuque par la Gestapo à Avignon, sur les bords du Rhône.

Le 19 août à Pourrières (Var), tués au cours d'une mission de recherche concernant le repli des Allemands :

PARANQUE Léon, 21.9.1907, artisan décorateur, aide aux parachutages.

ROUGIERS Paul, 20.1.1924, employé de commerce. Agent de liaison du maquis Cathédrale, l'un des plus effectifs lors du débarquement Sud.

Le 21 août à Marseille, tué en pleine bataille :

CHARLEY Jean-Jacques, 1921, étudiant, « Verdun », agent du sous-réseau Druides.

3 - SCHEMA DE L'ORGANISATION (p. 14)

